

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
ET SÉNAT
DE BELGIQUE

30 juin 2022

**CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS
DES PARLEMENTS DE
L'UNION EUROPÉENNE
BRDO (SLOVÉNIE),
28 ET 29 MARS 2022**

RAPPORT

FAIT PAR
MMES **Eliane TILLIEUX (CH.) ET
Stephanie D'HOSE (S.)**

SOMMAIRE

Pages

I. Introduction.....	3
II. Session d'ouverture.....	4
III. Session I: Le rôle des parlements dans les politiques d'urgence – Comment renforcer la résilience pour une gouvernance démocratique?.....	5
IV. Session II: L'Union européenne, garante de la stabilité, de la sécurité et de la prospérité dans la région (et au-delà)	13
V. Discussion et approbation des conclusions.....	15
VI. Discussions bilatérales.....	17
VII. Annexes.....	17
Annexe 1: Conclusions de la Présidence.....	18
Annexe 2: Réunion des secrétaires généraux des parlements de l'Union européenne	39

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS
EN SENAAT

30 juni 2022

**CONFERENTIE VAN DE VOORZITTERS
VAN DE PARLEMENTEN VAN DE
EUROPESE UNIE
BRDO (SLOVENIË),
28 EN 29 MAART 2022**

VERSLAG

UITGEBRACHT DOOR
DE DAMES **Eliane TILLIEUX (K.) EN
Stephanie D'HOSE (S.)**

INHOUD

Blz.

I. Inleiding	3
II. Openingszitting	4
III. Zitting I: De rol van de parlementen in crisissituaties – Hoe kan de veerkracht in het democratische bestuur worden versterkt?.....	5
IV. Zitting II: De Europese Unie als garantie voor stabiliteit, veiligheid en welvaart in de Regio (en daarbuiten).....	13
V. Bespreking en goedkeuring van de conclusies	15
VI. Bilaterale besprekingen.....	17
VII. Bijlagen	17
Bijlage 1: Conclusies van het Voorzitterschap.....	29
Bijlage 2: Vergadering van de secretarissen- generaal van de parlementen van de Europese Unie.....	39

07308

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant – Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de nummering van de publicaties:</i>	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

I. — INTRODUCTION

Les présidents des assemblées parlementaires européennes se réunissent régulièrement au cours d'une conférence interparlementaire depuis 1975.

Une (grande) conférence des présidents des assemblées parlementaires des États membres du Conseil de l'Europe et du Parlement européen se tient en effet tous les deux ans.

De plus, une Conférence spécialement consacrée aux problématiques européennes est organisée chaque année (depuis 1999). Cette réunion, qui ne réunit que les présidents des parlements nationaux des États membres de l'Union européenne, vise à examiner le rôle que les parlements nationaux peuvent jouer dans la construction de l'Union européenne.

Traditionnellement, seuls les présidents de chaque assemblée (qui peuvent se faire représenter par un vice-président) peuvent prendre la parole.

Cette conférence est organisée au cours du premier semestre de l'année par le parlement du pays ayant exercé la présidence du Conseil de l'Union européenne au cours du second semestre de l'année précédente.

La Conférence des présidents des parlements de l'Union européenne (UE ou Union ci-après) s'est tenue les 28 et 29 mars 2022 au palais des congrès Brdo, près de Ljubljana, en Slovénie.

Cette conférence fut présidée par M. Igor Zorčič, président de l'Assemblée nationale de Slovénie, et par M. Alojz Kovšca, président du Conseil national de Slovénie.

Organisée en conclusion de la présidence slovène du Conseil de l'Union européenne (UE), cette conférence a réuni 27 présidents des 39 parlements nationaux de l'Union européenne, la présidente du Parlement européen et les présidents des pays candidats à l'adhésion à l'Union (Macédoine du Nord et Turquie) et de pays tiers invités (Bosnie-Herzégovine, Islande, Norvège et Suisse).

Mme Eliane Tillieux, présidente de la Chambre, et Mme Stephanie D'Hose, présidente du Sénat, ont participé à la Conférence.

I. — INLEIDING

Sinds 1975 ontmoeten de voorzitters van de Europese parlementaire assemblees elkaar regelmatig tijdens een interparlementaire conferentie.

Om de twee jaar vindt er een (grote) conferentie plaats van de voorzitters van de parlementaire assemblees van de lidstaten van de Raad van Europa en van het Europees Parlement.

Daarnaast wordt er (sinds 1999) jaarlijks ook een Conferentie georganiseerd die specifiek gewijd is aan Europese vraagstukken en die dan beperkt is tot de parlementsvoorzitters van de lidstaten van de Europese Unie. Doel van die vergadering is te onderzoeken welke rol de nationale parlementen kunnen spelen bij de uitbouw van de Europese Unie.

Traditiegetrouw hebben alleen de voorzitters van elke assemblee (die zich door een ondervoorzitter mogen laten vertegenwoordigen) het recht om het woord te voeren.

Die Conferentie wordt tijdens het eerste semester georganiseerd door het parlement van het land dat tijdens het tweede semester van het voorgaande jaar voorzitter van de Raad van de Europese Unie is geweest.

De Conferentie van de voorzitters van de parlementen van de Europese Unie (hierna: "EU" of "Unie") had op 28 en 29 maart 2022 in het Brdo Congressentrum, nabij Ljubljana, in Slovenië plaats.

De Conferentie werd voorgezeten door de heer Igor Zorčič, voorzitter van de Nationale Assemblee van Slovenië, en de heer Alojz Kovšca, voorzitter van de Nationale Raad van Slovenië.

Deze Conferentie, die het Sloveense voorzitterschap van de Raad van de Europese Unie (EU) afsloot, werd bijgewoond door 27 voorzitters van de 39 nationale parlementen van de EU, de Voorzitster van het Europees Parlement en voorzitters uit de kandidaat-lidstaten (Noord-Macedonië en Turkije) en uit derde Staten die als gast waren uitgenodigd (Bosnië en Herzegovina, IJsland, Noorwegen en Zwitserland).

De dames Eliane Tillieux, Kamervoorzitster, en Stephanie D'Hose, Senaatsvoorzitster, namen aan de Conferentie deel.

II. — SESSION D'OUVERTURE

M. Igor Zorčič, président de l'Assemblée nationale de Slovénie, souligne d'emblée que la guerre menée en Ukraine indique clairement que l'Union européenne doit renforcer substantiellement sa politique de voisinage si elle entend continuer à jouer un rôle déterminant dans la sauvegarde de la sécurité, de la stabilité et de la prospérité de la région. Le président appelle l'Union européenne (UE) à se montrer crédible dans la poursuite du processus d'élargissement de l'Union aux Balkans occidentaux et du Partenariat oriental, et à souligner à cet égard le rôle des parlements dans ce processus.

M. Alojz Kovšca, président du Conseil national de Slovénie, souligne que la pandémie a souligné nos vulnérabilités. Maintenant que nous sommes confrontés à des défis mondiaux et que notre sécurité est sous pression, l'Union européenne doit se montrer plus ouverte à l'élargissement et à l'intégration.

Mme Roberta Metsola, présidente du Parlement européen, félicite la Slovénie pour sa présidence réussie du Conseil de l'Union européenne.

Le Parlement européen réaffirme son soutien à l'Ukraine dans la guerre qui l'oppose à la Russie. Nos valeurs communes, nos démocraties et notre respect de l'État de droit nous unissent. L'Union européenne ne permettra pas qu'il soit porté atteinte à l'intégrité souveraine des États. Les responsables des crimes de guerre devront rendre des comptes devant la Cour pénale internationale. L'UE se prépare à mettre en place une véritable union européenne de la sécurité et de la défense. Le peuple ukrainien nous montre ce que cela signifie de se battre contre une autocratie. En plus de lui apporter une aide financière, médicale et militaire, il importe d'offrir des perspectives à l'Ukraine et de soutenir sa volonté de devenir un pays candidat à l'adhésion. La présidente souligne qu'elle se rendra prochainement à Kiev pour montrer combien le Parlement européen est prêt à soutenir le processus démocratique de l'Ukraine. Elle fait observer que le Parlement européen a élaboré le site web "L'UE se tient aux côtés de l'Ukraine", disponible en anglais et en ukrainien, pour permettre aux voix démocratiques ukrainiennes de s'exprimer. Outre des messages informatifs et des podcasts, ce site web présente les règlements et les résolutions prises en faveur de l'Ukraine. Le Parlement européen a également fourni du matériel informatique au Parlement ukrainien et apporté son soutien à la société civile de la communauté ukrainienne en exil. La présidente souligne qu'il faut suivre attentivement les événements dans les pays du voisinage de l'Union européenne, dans les Balkans occidentaux, en Géorgie et en Moldavie. Il faut donner

II. — OPENINGSZITTING

De heer Igor Zorčič, voorzitter van de Nationale Assemblée van Slovenië, merkt bij de aanvang van zijn uiteenzetting op dat de oorlog in Oekraïne duidelijk aantoonde dat de Europese Unie haar nabuurschapsbeleid op significante wijze dient te versterken als het een sleutelrol wil blijven spelen in het verzekeren van veiligheid, stabiliteit en welvaart in de regio. De voorzitter formuleert een oproep aan de EU om op een geloofwaardige wijze het uitbreidingsproces met de Westelijke Balkan en het Oostelijk Partnerschap voort te zetten en hierbij de rol van de parlementen in het proces te beklemtonen.

De heer Alojz Kovšca, voorzitter van de Nationale Raad van Slovenië, merkt op dat de gezondheidspandemie onze kwetsbaarheid aan het licht heeft gebracht. Nu we geconfronteerd worden met globale uitdagingen en onze veiligheid onder druk komt te staan, dient de Europese Unie meer open te staan voor uitbreiding en integratie.

Europees Parlementsvoorzitster, mevrouw Roberta Metsola, feliciteert Slovenië met haar succesvolle voorzitterschap van de Raad van de Europese Unie.

Het Europees Parlement bevestigt de steun van het Europees Parlement aan Oekraïne in de strijd tegen Rusland. We staan verenigd in het delen van onze waarden, de democratie en de rechtsstaat. De Europese Unie zal niet toelaten dat de soevereine integriteit van Staten wordt aangetast. Zij die verantwoordelijk zijn voor oorlogsmisdaden zullen zich moeten verantwoorden voor het Internationaal Strafhof. De EU bereidt zich voor om een echte Europese veiligheids- en defensie-unie in de steigers te zetten. Het volk van Oekraïne toont aan wat het betekent om te strijden tegen autocratie. Naast financiële, medische en militaire hulp, is het van belang om Oekraïne perspectief te geven en de aspiraties van Oekraïne te steunen om een kandidaat-lidstaat te worden. De Voorzitster stipt aan dat zij Kiev in de nabije toekomst zal bezoeken om te tonen in welke mate het Europees Parlement bereid is om het democratische proces van Oekraïne te ondersteunen. Ze merkt op dat het Europees Parlement de "EU Stands with Ukraine"-website heeft ontwikkeld, zowel in het Engels, als in het Oekraïens, om de democratische stem van Oekraïne vorm te geven. Deze website bevat, naast informatief nieuws en podcasts, eveneens de wetgeving en de resoluties. Het Europees Parlement heeft het Parlement van Oekraïne ook informatica-apparatuur bezorgd en bijstand gegeven aan de civiele maatschappij van de Oekraïense gemeenschap in ballingschap. De Voorzitster beklemtoont dat men nauw moet toezien op de ontwikkelingen in de landen van het Nabuurschap, in de Westelijke Balkan, in Georgië en in Moldavië. Men moet

aux dirigeants de ces États un espoir d'adhésion à l'Union européenne.

La Présidente Metsola s'attarde également sur la manière dont le Parlement européen est intervenu dans le cadre de la pandémie. Cette crise nous donne l'occasion de réfléchir à la démocratie de demain. Outre les rencontres physiques qui restent indispensables pour consolider les liens, des nouvelles possibilités s'ouvrent à nous. Les échanges en ligne peuvent venir compléter la collaboration parlementaire qui existe déjà. Le dialogue parlementaire en ligne a prouvé sa valeur ajoutée.

Le Président slovène, M. Borut Pahor, souligne, de par son expérience parlementaire, l'importance des parlements nationaux. L'idée européenne a garanti la paix au Vieux Continent pendant près de 80 ans. Il rappelle aux présidents des parlements l'importance de chérir les idéaux européens de paix, d'unité et de coopération et de les concrétiser. La guerre en Ukraine montre à l'évidence que le processus d'élargissement est une donnée géopolitique. Parvenir à un consensus sur la stratégie d'élargissement représente un défi de taille, tout à la fois défi, question sensible et opportunité.

III. — SESSION I: LE RÔLE DES PARLEMENTS DANS LES POLITIQUES D'URGENCE – COMMENT RENFORCER LA RÉSILIENCE POUR UNE GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE?

A. Exposé de M. Alojz Kovšca, président du Conseil national de Slovénie

La pandémie a obligé les parlements à prendre des décisions rapides et des mesures leur permettant de continuer à fonctionner. La continuité des travaux parlementaires devait être assurée. Les parlements y sont parvenus et l'expérience leur a permis d'acquérir de nouvelles compétences qu'ils pourront mettre à profit à l'avenir. En situations de crise, les parlements continuent à remplir leur fonction essentielle de contrôle du gouvernement.

B. Exposé de Mme Meritxell Batet Lamaña, présidente du Congrès espagnol

Pendant deux ans, le monde été le témoin d'une pandémie; à présent, il est le témoin de la crise ukrainienne. Ces deux menaces ont montré l'unité de l'UE à défendre les valeurs de la démocratie et de l'État de droit.

de leiders van deze Staten hoop geven met het oog op hun Europees perspectief.

Voorzitster Metsola staat eveneens stil bij de manier waarop het Europees Parlement heeft opgetreden naar aanleiding van de gezondheidspandemie. Deze crisis laat ons toe na te denken over de democratie van de toekomst. Naast fysieke ontmoetingen die nodig blijven om de banden te versterken, zijn er nieuwe mogelijkheden. Uitwisselingen online kunnen complementair zijn aan de reeds bestaande parlementaire samenwerking. Digitale parlementaire dialoog getuigt van een toegevoegde waarde.

De Sloveense President, de heer Borut Pahor, beklemtoont, vanuit zijn eigen parlementaire ervaring, het belang van de nationale parlementen. De Europese gedachte heeft het oude continent vrede gegarandeerd gedurende bijna 80 jaar. Hij herinnert de parlementsvoorzitters aan het belang om de Europese ideeën van vrede, eenheid en samenwerking verder te koesteren en vorm te geven. Met de oorlog in Oekraïne is duidelijk geworden dat het uitbreidingsproces een geopolitiek gegeven is. Consensus over de uitbreidingsstrategie is hierbij een grote uitdaging. Het is een uitdaging en een gevoelige kwestie, maar tegelijkertijd is het een opportuniteit.

III. — ZITTING I: DE ROL VAN DE PARLEMENTEN IN CRISISSITUATIES – HOE KAN DE VEERKRACHT IN HET DEMOCRATISCHE BESTUUR WORDEN VERSTERKT?

A. Uiteenzetting van de heer Alojz Kovšca, voorzitter van de Nationale Raad van Slovenië

De gezondheidspandemie noopte de parlementen tot snelle beslissingen en tot maatregelen die hen toelaten verder te functioneren. De continuïteit van de parlementaire werkzaamheden moest verzekerd worden. De parlementen zijn hierin geslaagd en de ervaring bracht hen nieuwe vaardigheden bij die ze in de toekomst nuttig kunnen gebruiken. In crisissituaties blijven de parlementen hun essentiële controlefunctie op de regering uitoefenen.

B. Uiteenzetting door mevrouw Meritxell Batet Lamaña, voorzitter van het Spaanse Congres

Gedurende twee jaar was de wereld getuige van een gezondheidspandemie en nu is ze getuige van de crisis in Oekraïne. Beide dreigingen hebben de eenheid van de EU getoond om de waarden van de democratie en de rechtsstaat te verdedigen.

En situation d'urgence, le pouvoir législatif et sa fonction de contrôle doivent être garantis. En situation d'urgence, le pouvoir a certes tendance à se concentrer au sein des gouvernements et les parlements ne peuvent se réunir physiquement que dans une moindre mesure. Plusieurs mesures de sûreté ont été prises, comme le vote à distance, le télétravail, les réunions en ligne, etc. Ces mesures devaient être proportionnées et limitées dans le temps. Elles ont permis de continuer à travailler, même si elles ne donnaient pas l'image d'un parlement dynamique fonctionnant normalement. Il a fallu modifier le règlement des procédures du Parlement, notamment les dispositions sur les situations d'urgence.

La présidente du Congrès espagnol appelle à former un "cordon sanitaire" contre toutes les formes de populisme nationaliste ou extrémiste. Ce populisme mine l'avenir de l'Europe, laquelle se profile toujours plus comme une Europe juste, solidaire et sociale protégeant les plus faibles de la société. Il incombe aux députés de rendre des comptes à tous les citoyens et de défendre le rôle central et la fonction du Parlement en tant qu'institution traduisant les idées plurielles et recherchant les compromis.

C. Exposé de M. Roberto Fico, président de la Chambre des représentants italienne

Le président Roberto Fico évoque également la flexibilité déployée par les parlements nationaux et le Parlement européen lorsqu'ils ont été amenés à apporter une réponse adéquate aux situations d'urgence dans l'intérêt des citoyens. C'est un signe de vitalité de nos parlements.

L'Italie a été le premier pays européen à être massivement touché par la pandémie. Dans un premier temps, les autorités ont eu recours aux mesures prévues par la loi sur la protection civile. Sur la base de cette législation, le gouvernement a pu déclarer l'état d'urgence et promulguer des mesures en vue de maîtriser la maladie. On s'est vite rendu compte que l'ampleur et la gravité de la situation exigeaient des mesures nécessitant une implication directe du Parlement. C'est pourquoi le gouvernement a édicté une réglementation lui permettant d'agir, à condition que ces décisions soient confirmées par le Parlement dans les 60 jours suivant leur adoption. En suivant cette voie, l'état d'urgence a été en grande partie "parlementarisé". Ce processus s'est accompagné d'un exercice très intensif de la fonction législative et de contrôle par le Parlement.

Le président revient sur la guerre en Ukraine en rappelant une résolution adoptée par la Chambre et

Tijdens noodsituaties moet de wetgevende macht en de controlefunctie verzekerd worden. Tijdens noodsituaties is er weliswaar een concentratie van macht bij de regeringen, en kunnen de parlementen in mindere mate fysiek bijeenkomen. Een aantal veiligheidsmaatregelen werd getroffen, naast het stemmen op afstand, telewerk, online meetings, ... Deze maatregelen moesten proportioneel zijn en beperkt in de tijd. Ze lieten toe verder te werken, hoewel dit geen beeld gaf van een normaal werkend, dynamisch parlement. Het procedurereglement van het Parlement diende te worden gewijzigd, met name de bepalingen aangaande noodsituaties.

De voorzitter van het Spaanse Congres roept op tot de vorming van een "cordon sanitaire", tegenover allerlei vormen van nationalistisch of extremistisch populisme. Dit populisme ondergraaft de toekomst van Europa, dat zich steeds rechtvaardig, solidair en sociaal heeft getoond en dat de sociaal zwakkeren beschermt. Het komt er voor de volksvertegenwoordigers op aan om aan alle burgers verantwoording af te leggen en om de centrale plaats en functie van het Parlement te verdedigen, als instelling waar pluriforme ideeën worden verwoord en het compromis wordt nagestreefd.

C. Uiteenzetting door de heer Roberto Fico, voorzitter van de Italiaanse Kamer van volksvertegenwoordigers

Voorzitter Roberto Fico staat eveneens stil bij de flexibiliteit waarmee de nationale parlementen en het Europees Parlement op gepaste wijze hebben gereageerd op noodsituaties in het belang van de burgers. Dit is een signaal van de vitaliteit van onze parlementen.

Italië werd als eerste Europees land massaal getroffen door de pandemie. Aanvankelijk deed de overheid een beroep op maatregelen die opgenomen zijn in de wet op de civiele bescherming. Op basis van deze wetgeving kon de regering de noodtoestand uitroepen en maatregelen uitvaardigen voor de beheersing van de ziekte. Al snel kwam men tot het besef dat de draagwijdte en de ernst van de situatie maatregelen vergden die een directe parlementaire betrokkenheid vereisten. Daarom werd door de regering regelgeving uitgevaardigd, die de regering toeliet op te treden, mits deze besluiten binnen 60 dagen na vaststelling door het Parlement werden bekrachtigd. Door deze weg te volgen, werd de noodtoestand grotendeels "geparlementariseerd". Dit ging gepaard met een zeer intensieve uitoefening van de wetgevings- en controlefunctie door het Parlement.

De voorzitter komt nog terug op de oorlog in Oekraïne en wijst op een resolutie, goedgekeurd door de Italiaanse

le Sénat italiens, qui condamne fermement l'invasion russe comme une violation des principes fondamentaux du droit international et une violation des principes d'intégrité territoriale.

Enfin, le président Roberto Fico souligne l'importance d'assurer le bon fonctionnement des parlements nationaux dans les situations d'urgence. L'UE a démontré sa cohésion. Le président souligne la nécessité de la solidarité, de l'intégration et d'un dialogue constructif entre les États membres de l'UE afin de faire face aux défis communs.

D. Intervention de M. Tomasz Grodzki, président du Sénat polonais

M. Tomasz Grodzki, président du Sénat polonais, estime que les parlements doivent assurer le bon déroulement du processus législatif et garantir le respect des valeurs communes partagées, telles que l'État de droit, la séparation des pouvoirs, le respect des minorités et la liberté des médias. Les parlements ne peuvent pas jouer un rôle de second plan dans les situations de crise.

Les gouvernements des États membres de l'UE doivent veiller à ce que les aspirations de l'Ukraine à rejoindre la famille européenne ne restent pas lettre morte. Les habitants d'Ukraine sont la conscience du monde, et il est de notre devoir de les soutenir.

E. Échange de vues

Au cours du débat qui s'ensuit, plusieurs présidents de parlement échangent leurs meilleures pratiques sur les mesures témoignant de la nécessaire résilience et efficacité lors de situations d'urgence telles que la pandémie ou la guerre en Ukraine. Lorsque l'État de droit est menacé, les institutions parlementaires doivent faire preuve de souplesse et de solidarité pour adopter des lois qui protègent les citoyens.

Mme Stephanie D'Hose, présidente du Sénat de Belgique, estime que l'on peut difficilement employer le mot "normal" compte tenu des développements observés à la frontière orientale de l'Union européenne. Cependant, en ce qui concerne la pandémie, on peut enfin affirmer, après deux ans, que nous sommes revenus à une forme de normalité. Un long chemin a été parcouru durant ces deux années. Dans nos parlements, nous avons également appris à exploiter les nouvelles technologies.

La présidente du Sénat indique qu'au début de sa présidence, elle n'a pas pu rencontrer personnellement les ambassadeurs et elle a dû recourir aux appels vidéo au lieu de les rencontrer face à face. Lors de son

Kamer en Senaat, die met klem de Russische invasie veroordelen als een schending van de basisprincipes van internationaal recht en een schending van de principes van territoriale integriteit.

Voorzitter Roberto Fico beklemtoont tot slot het belang van de verzekerde werking van nationale parlementen in noodsituaties. De EU heeft blijk gegeven van cohesie. De voorzitter legt de nadruk op de noodzaak van solidariteit, integratie en constructieve dialoog tussen EU-lidstaten om gemeenschappelijke uitdagingen aan te gaan.

D. Uiteenzetting van de heer Tomasz Grodzki, voorzitter van de Poolse Senaat

De heer Tomasz Grodzki, voorzitter van de Poolse Senaat, stelt dat parlementen moeten instaan voor een vlot verloop van het wetgevingsproces en moeten waken over het respect van de gedeelde gemeenschappelijke waarden, zoals de rechtsstaat, scheiding der machten, respect voor de minderheden en de vrije media. In crisissituaties mogen de parlementen geen secundaire rol spelen.

De regeringen van de EU-lidstaten moeten erover waken dat de aspiraties van Oekraïne om toe te treden tot de Europese familie geen dode letter blijven. De inwoners van Oekraïne zijn het geweten van de wereld en het is onze plicht hen bij te staan.

E. Gedachtewisseling

In het daaropvolgend debat wisselen meerdere parlementsvoorzitters "best practices" uit over de maatregelen die van veerkracht en effectiviteit getuigen tijdens noodsituaties zoals de pandemie of de oorlog in Oekraïne. Als de rechtsstaat in het gedrang komt, moeten parlementaire instellingen getuigen van flexibiliteit en solidariteit om wetgeving goed te keuren die burgers beschermt.

Mevrouw Stephanie D'Hose, voorzitter van de Belgische Senaat, vindt het moeilijk het woord "normaal" in de mond te nemen, gezien de ontwikkelingen aan de Oostelijke grens van de Europese Unie. Maar, als men naar de pandemie kijkt, kunnen we eindelijk zeggen dat we, na twee jaren, teruggekeerd zijn naar een vorm van "normaliteit". In deze twee jaar hebben we een lange weg afgelegd. Ook in onze parlementen, leerden we de nieuwe technologieën te omarmen.

De Senaatsvoorzitster stipt aan dat zij, bij het begin van haar voorzitterschap, de ambassadeurs niet persoonlijk kon ontmoeten en een beroep moest doen op *videocall* als alternatief voor de *face-to-face* contacten.

premier appel vidéo, sa connexion sans fil s'est sans cesse interrompue, ce qui l'a empêchée de prendre connaissance du message de l'ambassadeur avec qui elle s'entretenait. Ce fut un incident unique. Depuis lors, l'habitude des appels vidéo a été prise. Cette anecdote illustre néanmoins les limites de la technologie. Cela dit, certains problèmes sont plus difficiles à résoudre que ceux que pose une connexion instable.

Le problème que la présidente du Sénat souhaite aborder au cours de cette conférence est celui des informations mensongères et de la désinformation, en d'autres termes celui des mensonges diffusés sur le web et sur les réseaux sociaux. Ces mensonges peuvent être déstabilisants et nuire à la démocratie. Durant la pandémie, il est devenu clair comment les antivax s'y sont pris pour semer le doute à propos de vaccins qui, pourtant, sauvent des vies, ainsi que la menace qu'ils ont représentée pour la santé publique. Aujourd'hui, le danger de la désinformation dans sa forme la plus extrême est visible en Russie. La Fédération de Russie, qui s'était jadis engagée sur la voie de la démocratie, est devenue une autocratie où un seul homme peut lancer une guerre en se fondant seulement sur des mensonges et des élucubrations. Vladimir Poutine utilise les médias traditionnels et les réseaux sociaux pour propager un discours incorrect sur la guerre illégale en Ukraine. Ses partisans enterrent la vérité en publiant de nombreux spams diffusant des messages trompeurs. Il convient de ne pas ignorer le risque que ce type de comportements présente pour la démocratie. La guerre menée par Poutine est davantage qu'une guerre contre l'Ukraine. Il s'agit d'une guerre contre la démocratie, contre la liberté et contre les valeurs chères à l'Europe.

Il convient de renforcer nos démocraties. À l'issue de la seconde guerre mondiale, nous avons construit des régimes démocratiques capables de résister aux attaques de ceux qui souhaitaient détruire la démocratie. Mais le monde a changé. À l'époque, on ne pouvait pas prédire la menace des informations mensongères et de la désinformation. C'est pourquoi il est de la responsabilité des présidents d'assemblée d'agir contre l'autocratie. Le Sénat de Belgique a rédigé un rapport contenant des mesures concrètes contre les informations mensongères. L'utilisation malveillante des nouvelles technologies constitue une menace globale contre laquelle il convient de lutter ensemble.

Madame Eliane Tillieux, présidente de la Chambre des représentants belge, rappelle que depuis presque deux ans, les assemblées parlementaires ont bon gré mal gré appris à vivre au rythme de la pandémie de COVID-19, en surfant d'une vague à l'autre, d'un variant à l'autre, en s'adaptant constamment. Les Parlements ont dû faire preuve de créativité et de souplesse afin

Bij haar eerste *videocall* raakte de wiferverbinding constant verbroken, zodat ze geen idee had van de boodschap van de ambassadeur. Dit was een eenmalig incident, en intussen is iedereen vertrouwd geraakt met de *videocalls*. Niettemin illustreert deze anekdote de beperkingen van de technologie. Er zijn echter problemen die minder eenvoudig op te lossen zijn dan een onstabiele internetverbinding.

Het probleem dat de Senaatsvoorzitster tijdens deze Conferentie wenst aan te kaarten, is dat van "*fake news*" en desinformatie, de leugens die verspreid worden op het internet en de sociale media. Deze destabiliserende leugens kunnen democratieën vernietigen. Tijdens de pandemie werd duidelijk hoe antivaxxers twijfel zaaiden over levensreddende vaccins en een bedreiging vormden voor de volksgezondheid. Vandaag is in Rusland het gevaar van desinformatie in de meest extreme vorm zichtbaar. De Russische Federatie, die ooit op weg was een democratie te worden, is een autocratie geworden waar één man een oorlog kan aanvatten, enkel gegrond op leugens en verzinsels. Vladimir Poetin gebruikt de traditionele en de sociale media om een vals narratief op te hangen over de illegale oorlog in Oekraïne. Zijn handlangers begraven met hun misleidende stem via allerlei spam platforms de waarheid. Men mag niet blind zijn voor het risico dat dit inhoudt voor de democratie. Poetins oorlog betekent meer dan een oorlog tegen Oekraïne. Dit is een oorlog tegen de democratie, tegen de vrijheid en tegen de waarden die we in Europa koesteren.

Onze democratieën moeten versterkt worden. Na de Tweede Wereldoorlog hebben we democratische stelsels uitgebouwd die uitgerust waren om de aanvallen af te wenden van zij die de democratie wensten te vernietigen. De wereld is echter veranderd. De dreiging van *fake news* en desinformatie kon toen nog niet worden voorspeld. Daarom is het de verantwoordelijkheid van de assembleevoorzitters tegen autocratie op te treden. De Belgische Senaat heeft een verslag opgesteld met concrete maatregelen tegen *fake news*. Kwaadwillig gebruik van nieuwe technologieën is een globale dreiging die men samen moet bestrijden.

Mevrouw Eliane Tillieux, voorzitster van de Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers, wijst erop dat de parlementaire assemblees al bijna twee jaar goed- of kwaadschiks hebben geleerd te leven op het ritme van de COVID-19-pandemie, van de ene golf naar de andere, van de ene variant naar de andere, zich voortdurend aanpassend. De parlementen hebben blijk moeten geven

de pouvoir continuer à exercer pleinement leur rôle constitutionnel.

La Chambre des représentants belge a ainsi été amenée à profondément modifier son mode de fonctionnement et à adapter ses règles internes, en mettant en place des systèmes de votes à distance, de réunions par vidéoconférence, en adaptant ses locaux afin de permettre de se réunir dans le respect des gestes barrières.

L'adaptation n'a pas été aisée, car après tout, les activités parlementaires exigent des contacts réels. Mais on n'avait pas le choix: la crise sanitaire et d'autres défis sociaux et économiques exigeaient un travail législatif urgent. Cette crise a été une opportunité pour les parlements d'affirmer plus que jamais leur rôle de "garant de la démocratie".

Lorsque la pandémie a éclaté en Europe à la mi-mars 2020, une majorité parlementaire a pu se dégager pour faire du gouvernement belge – qui était alors un gouvernement démissionnaire – un gouvernement de plein exercice, capable de prendre les décisions nécessaires afin de lutter contre le virus. Dans la foulée, la Chambre des représentants belge a décidé d'octroyer des pouvoirs spéciaux au gouvernement, par lesquelles le législateur fédéral autorisait temporairement le gouvernement fédéral à gérer différents aspects de la crise sanitaire par le biais d'arrêtés, sans l'adoption formelle d'une loi mais avec des conditions très strictes en termes de durée et de finalités de ces mesures.

La Chambre a adopté un grand nombre de textes législatifs, principalement pour soutenir les citoyens belges et les différents secteurs durement touchés par la crise sanitaire.

Le gouvernement fédéral belge avait préparé en février 2021 un "avant-projet de loi relatif aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique". Cette loi a été adoptée au mois d'août 2021, après un long parcours législatif. Il s'agit d'une procédure tout à fait inédite au sein du Parlement belge puisqu'il a été décidé que l'avant-projet de loi ferait l'objet de débats et d'auditions au Parlement juste après l'approbation en première lecture par le gouvernement. Ces échanges au Parlement ont donc permis de nourrir l'élaboration du projet de loi définitif déposé par le gouvernement.

Cette loi définit précisément les conditions d'une "situation d'urgence épidémique", qui aura une durée

van creativiteit en flexibiliteit om hun grondwettelijke rol ten volle te kunnen blijven uitoefenen.

Aldus werd de Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers ertoe genoopt haar werkwijze grondig te wijzigen en haar interne regels aan te passen: er moest op afstand worden gestemd, er moesten videovergaderingen worden georganiseerd en de gebouwen moesten werden aangepast opdat met inachtneming van de sanitaire veiligheidsmaatregelen fysieke vergaderingen zouden kunnen worden gehouden.

Die aanpassing was niet gemakkelijk. De parlementaire werkzaamheden vereisen immers echt contact. Er was echter geen andere keuze: de gezondheids crisis en andere sociale en economische uitdagingen vereisten dat het wetgevend werk hoogdringend werd voortgezet. Deze crisis heeft de parlementen een gelegenheid geboden om meer dan ooit duidelijk tot uitdrukking te brengen dat zij de "bewakers van de democratie" zijn.

Bij het uitbreken van de pandemie in Europa medio maart 2020 werd een parlementaire meerderheid gevonden om een volwaardige Belgische regering te vormen – ter vervanging van de ontslagnemende regering – die in staat was om de nodige beslissingen te nemen om het virus tegen te gaan. Daarop heeft de Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers beslist de regering bijzondere machten te verlenen, waarbij de federale wetgever de federale regering tijdelijk toestond verschillende aspecten van de gezondheids crisis te beheren door middel van besluiten, zonder dat formeel een wet werd goedgekeurd, maar onder zeer strikte voorwaarden qua duur en doel van die maatregelen.

De Kamer heeft heel veel wetteksten aangenomen, voornamelijk ter ondersteuning van de Belgische burgers en van de verschillende sectoren die erg zwaar door de gezondheids crisis werden getroffen.

De federale regering had in februari 2021 een "voorontwerp van wet betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie" voorbereid. Het betrokken wetsontwerp werd in augustus 2021 aangenomen, na een lang wetgevingsproces. Die wet zorgde voor een volstrekt onuitgegeven procedure binnen het Belgische Parlement, aangezien vlak na de goedkeuring in eerste lezing door de regering nog werd beslist dat betreffende het voorontwerp van wet nog besprekingen zouden plaatsvinden en hoorzittingen zouden worden gehouden in het Parlement. Die gedachtewisselingen in het Parlement hebben dus bijgedragen tot de opmaak van het definitief door de regering ingediende wetsontwerp.

In die wet wordt nauwkeurig gedefinieerd aan welke voorwaarden een "epidemische noodsituatie" moet

déterminée, et permettra à l'exécutif de prendre de telles mesures restrictives. Cette loi respecte les principes de base de l'État de droit, en prévoyant suffisamment de moyens de contrôle et de contrepoids, tout en permettant de mener une politique de crise flexible. Le rôle de "garde-fou" du Parlement est essentiel dans une telle situation: celui-ci devra non seulement confirmer par une loi cette situation d'urgence, mais, en outre, un système de monitoring régulier devant l'assemblée et une évaluation à la fin de chaque situation d'urgence épidémique seront mis en place.

La commission spéciale chargée de l'examen de la gestion de l'épidémie, instituée en 2020, a rendu son rapport final en septembre 2021. En raison de la pandémie, il est normal que la Chambre ait décidé d'instituer une commission spéciale chargée de l'examen de la gestion de l'épidémie. Ses recommandations soulignent l'importance d'un système de santé robuste et d'une bonne préparation avec un plan de lutte contre les pandémies qui soit mis à jour en permanence. Il y est demandé de tirer des enseignements en termes de gestion de crise dans la phase fédérale d'une pandémie, en mettant l'accent sur les dimensions européennes et internationales de la gestion de crise.

La présidente de la Chambre des représentants belge conclut que le Parlement a fourni un travail approfondi de collecte d'informations. Ce travail rend justice aux sacrifices consentis par de nombreux groupes professionnels de la société, parmi lesquels les professionnels de la santé, dans la lutte contre le virus. Ils méritent nos éternels remerciements et une reconnaissance infinie.

M. Ander Gil Garcia, président du Sénat espagnol, met en garde contre la montée du populisme, qui menace de saper le projet européen. Il faut réfléchir aux menaces internes et externes. Si les partis extrémistes gagnent la partie, le projet européen échouera et s'effondrera.

Mme Bärbel Bas, présidente du Bundestag allemand, passe en revue les crises de ces dernières années: la crise financière et du crédit, la crise de l'euro, la crise migratoire, la crise de la pandémie et maintenant, la guerre en Ukraine. La guerre soulève la question de savoir comment accroître la résilience de nos démocraties. Comment apporter de l'aide? Comment organiser l'approvisionnement en énergie? Comment se défendre contre les cyberattaques? Pendant la pandémie, le Bundestag allemand s'est montré plus moderne, plus numérique, plus flexible et omniprésent. Une démocratie parlementaire peut fonctionner dans une situation de

voldoen, dat die een bepaalde duurtijd heeft en dat de uitvoerende macht in voorkomend geval wordt gemachtigd beperkende maatregelen te nemen. Die wet neemt de basisbeginselen van de rechtsstaat in acht, met voldoende *checks and balances*, en met tegelijk de mogelijkheid om een flexibel crisisbeleid te voeren. De rol van het Parlement als "laatste veiligheid" is essentieel in een dergelijke situatie: het zal niet alleen die noodsituatie bij wet moeten bekrachtigen, maar bovendien wordt voorzien in een regeling waarbij regelmatig verslag wordt uitgebracht aan de assemblee en aan het einde van elke epidemische noodsituatie vindt ook een evaluatie plaats.

De in 2020 opgerichte bijzondere commissie belast met het onderzoek naar de aanpak van de COVID-19-epidemie door België heeft in september 2021 haar eindverslag uitgebracht. Vanwege de pandemie is het normaal dat de Kamer heeft beslist een dergelijke bijzondere commissie in te stellen. Haar aanbevelingen benadrukken het belang van een robuust gezondheidssysteem en van een goede voorbereiding met een plan ter bestrijding van de pandemieën dat voortdurend wordt bijgewerkt. Er wordt verzocht om lessen te trekken uit het crisisbeheer op nationaal niveau (de zogenaamde federale fase) van een pandemie, met de nadruk op de Europese en internationale dimensies van het crisisbeheer.

De voorzitter van de Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers stelt tot slot dat het Parlement grondig werk heeft verricht inzake het verzamelen van informatie. Die inspanning staat in verhouding tot de offers die veel beroepsgroepen in de samenleving hebben gebracht, onder wie de gezondheidszorgbeoefenaars, om het virus te bestrijden. Zij verdienen onze eeuwige dank en oneindige erkenning.

De heer Ander Gil Garcia, voorzitter van de Spaanse Senaat, waarschuwt voor de opmars van het populisme, dat het Europese project dreigt te ondergraven. Men moet nadenken over de interne en externe dreigingen. Als de extreme partijen slagen, zal het Europese project falen en in elkaar storten.

Mevrouw Bärbel Bas, voorzitter van de Duitse Bundestag, overloopt de crisissituaties van de voorbije jaren: de financiële en kredietcrisis, de eurocrisis, de migratiecrisis, de pandemiecrisis en nu, de oorlog in Oekraïne. De oorlog roept de vraag op hoe we onze democratieën weerbaarder kunnen maken. Hoe hulp leveren? Hoe de energievoorziening organiseren? Hoe zich tegen cyberaanvallen verdedigen? Tijdens de pandemie toonde de Duitse Bundestag zich moderner, meer digitaal, meer flexibel en immer present. Een parlementaire democratie kan functioneren tijdens een crisissituatie. Als er zich een crisissituatie voordoet, kan geen talkshow,

crise. Lorsqu'une situation de crise survient, aucun talk-show, aucun petit cercle d'experts ni aucune discussion sur Twitter ne peut résoudre le problème. Dans ce cas, on se tourne toujours vers le parlement, qui est le forum démocratique capable d'écouter le citoyen, de jouer le rôle de médiateur et de donner une voix forte aux plus faibles. Pendant la crise, un gouvernement doit être en mesure de prendre rapidement des décisions. Cela souligne d'autant plus la nécessité d'un contrôle parlementaire.

Mme Marta Matrai, première vice-présidente du Parlement hongrois, est convaincue que toutes les démocraties parlementaires doivent faire preuve de résilience dans les situations de crise. Elle souligne que, même avant la pandémie, la Hongrie disposait d'une législation d'exception, en vertu de laquelle les mesures gouvernementales doivent être confirmées par le Parlement. Si les mesures ne sont pas confirmées, elles s'éteignent après 15 jours.

M. Jan Bruijn, président du Sénat des Pays-Bas, souligne, au cours de son intervention, le rôle crucial du contrôle exercé par le Parlement à l'égard des mesures énergiques que le gouvernement doit nécessairement prendre en temps de crise. La nature des crises de ces dernières années était chaque fois différente. Durant la pandémie, de nombreux citoyens ont ressenti l'impact restrictif de certaines décisions sur leur vie. Il a fallu veiller à l'équilibre entre les décisions gouvernementales rapides et l'adhésion démocratique en termes de contrôle parlementaire et de protection des droits fondamentaux. Aux Pays-Bas, l'état d'urgence n'a pas été déclaré. Le gouvernement a d'abord pris des décisions d'urgence fondées sur la législation générale en matière de santé publique. Lorsqu'il est apparu que la pandémie s'inscrivait dans la durée, une loi temporaire a été adoptée afin de conférer un fondement légal plus solide aux mesures restrictives visant à lutter contre la pandémie de COVID-19. Cette loi a conféré au Parlement un fondement adéquat pour exercer un contrôle démocratique et lui a par ailleurs permis de se prononcer sur l'extension de la loi temporaire. Les choix difficiles que le gouvernement doit faire en état d'urgence doivent donc chaque fois être débattus au Parlement.

M. Jean-François Rapin, président de la commission des Affaires européennes du Sénat français, fait observer que le parlement doit rester un forum de débat démocratique et que les réunions en ligne compliquent la recherche d'un compromis. Le Sénat français a veillé au caractère temporaire des mesures prises par le gouvernement durant la pandémie ainsi qu'à la préservation de l'État de droit.

geen kransje deskundigen of twitterdiscussie de zaak oplossen. Er wordt in dit geval telkens naar het parlement gekeken dat als democratisch forum kan luisteren naar de burger, kan bemiddelen en de zwakkere een sterke stem kan geven. Tijdens de crisis moet een regering in staat zijn om snel te beslissen, maar dit benadrukt des te meer de noodzaak van een parlementair toezicht.

Mevrouw Marta Matrai, eerste ondervoorzitster van het Hongaarse Parlement, is ervan overtuigd dat alle parlementaire democratieën zich tijdens de crisissituaties weerbaar moeten opstellen. Spreekster wijst erop dat reeds vóór de pandemie Hongarije over een noodwetgeving beschikte, waarbij regeringsmaatregelen moeten worden bekrachtigd door het Parlement. Als de maatregelen niet bekrachtigd zijn, doven de maatregelen uit na 15 dagen.

De voorzitter van de Nederlandse Eerste Kamer, de heer Jan Bruijn, beklemtoont in zijn uiteenzetting de cruciale controlerende rol van het Parlement in relatie tot de noodzakelijke slagkracht van de regering in tijden van crisis. De aard van de crises van de afgelopen jaren verschilde telkens. Tijdens de gezondheidspandemie werd de impact van de beslissingen op het leven van de burgers door velen als beperkend ervaren. Het was nodig te waken over het evenwicht tussen snelle regeringsbesluiten en democratische betrokkenheid, in termen van parlementair toezicht en bescherming van de grondrechten. In Nederland werd er geen noodtoestand uitgeroepen. De regering vaardigde aanvankelijk noodbesluiten uit gebaseerd op de algemene wetgeving inzake volksgezondheid. Toen de pandemie langer aansleepte, werd een tijdelijke wet gestemd die een betere wettelijke basis verschafte voor de beperkende maatregelen ter bestrijding van de COVID-19-pandemie. Deze wet gaf aan het Parlement een passende basis voor democratische controle en bood tevens aan het Parlement de mogelijkheid om te evalueren of een uitbreiding van de tijdelijke wet noodzakelijk was. De moeilijke keuzes die een regering maakt ingeval van noodsituaties moeten dus telkens met het Parlement tot stand komen.

De voorzitter van de commissie voor Europese aangelegenheden van de Franse Senaat, de heer Jean-François Rapin, merkt op dat het parlement een forum van democratisch debat moet blijven en dat vergaderingen online het zoeken naar een compromis bemoeilijken. De Franse Senaat heeft erover gewaakt dat de regeringsmaatregelen die tijdens de pandemie werden uitgevaardigd een tijdelijk karakter hadden en de rechtsstaat niet in het gedrang brachten.

Mme Elzbieta Witek, présidente du Sejm polonais, fait observer que les parlements ont été mis à rude épreuve au cours des deux dernières années. La guerre menée par Poutine est une guerre contre le monde démocratique. La diplomatie parlementaire a un rôle important à jouer pour réagir à ces crises. Jusqu'à présent, la Pologne a accueilli deux millions de réfugiés. Elle est devenue le cœur de l'Europe. Il est de la responsabilité de toute l'Europe d'aider les réfugiés ukrainiens. On ne peut pas oublier l'Ukraine. Les difficultés ne disparaîtront pas à l'issue de ce conflit. Il convient de faire preuve de solidarité.

Mme Pekarova Adamova, présidente de la Chambre tchèque, fait observer que la désinformation et les nouvelles mensongères ont clairement marqué à la fois la crise sanitaire et la crise actuelle en Ukraine. Cette forme de désinformation est le cheval de Troie qui menace la démocratie. Il faut agir contre les sites web qui diffusent de fausses informations. La vigilance s'impose lorsque la liberté d'expression sert de prétexte pour désinformer. On ne peut pas laisser le web à ces groupuscules.

M. Nikola Minchev, président du Parlement bulgare, souligne que le Parlement bulgare a recherché, outre de nouvelles méthodes de travail, un équilibre entre la limitation des droits civils et des libertés et le principe de proportionnalité. Dans quelle mesure l'intervention de l'État est-elle nécessaire et légitime pour protéger adéquatement la santé publique? Un contrôle efficace de l'action des gouvernements est nécessaire en toutes circonstances.

M. Alojz Kovšca, président du Conseil national de Slovaquie, formule les conclusions de cette session. Lors de la préparation de la Conférence, l'idée initiale était de débattre de la réponse des parlements à la pandémie et d'échanger des expériences. Mais depuis lors, l'attention s'est portée sur la crise ukrainienne. Nous avons surmonté la pandémie et nous devons à présent pouvoir appliquer notre expérience à d'autres crises, par exemple à la crise ukrainienne. La démocratie s'adapte, mais elle ne cédera pas aux courants autoritaires. Les décisions justifiées par l'urgence doivent être communiquées de manière transparente. Dans les situations de crise, la désinformation peut induire la population en erreur. L'Europe doit avoir une approche commune de la crise ukrainienne, car c'est ainsi qu'elle montrera sa force sur la scène internationale.

De voorzitter van de Poolse Sejm, mevrouw Elzbieta Witek, wijst erop dat de laatste twee jaren een grote beproeving waren voor de parlementen. De oorlog van Poetin is een oorlog tegen de democratische wereld. De parlementaire diplomatie heeft een grote rol te spelen om op deze crises te reageren. Polen heeft intussen twee miljoen vluchtelingen opgevangen. Het land is het hart van Europa geworden. Het is de verantwoordelijkheid van heel Europa om de Oekraïense vluchtelingen te helpen. Men mag Oekraïne niet vergeten. De moeilijkheden zullen niet van de baan zijn wanneer het conflict over is. Men moet blijf geven van solidariteit.

De voorzitter van de Tsjechische Kamer, mevrouw Pekarova Adamova, merkt op dat desinformatie en *fake news* zowel tijdens de gezondheidspandemie, als tijdens de crisis in Oekraïne duidelijk naar voren komen. Dit is het Trojaanse paard dat de democratie dreigt te ondergraven. Men moet optreden tegen internetsites die valse info verspreiden. Als de vrijheid van meningsuiting wordt misbruikt om desinformatie te verspreiden, moet men waakzaam zijn. Men mag het web niet aan deze groepen overlaten.

De voorzitter van het Bulgaarse Parlement, de heer Nikola Minchev, stipt aan dat, naast de nieuwe werkmethodes, het Bulgaarse Parlement een balans zocht tussen de beperking van de burgerrechten en vrijheden en het evenredigheidsbeginsel. In welke mate is het optreden van de overheid noodzakelijk en rechtmatig om op gepaste wijze de volksgezondheid te beschermen? In alle omstandigheden is er een effectieve controle nodig op de actie van de regeringen.

De heer Alojz Kovšca, voorzitter van de Nationale Raad van Slovenië, formuleert de conclusies van deze sessie. Bij de voorbereiding van de Conferentie was er eerst de gedachte om het antwoord van de parlementen op de pandemie te bespreken en ervaringen uit te wisselen. Nu is de focus echter verschoven naar de crisis in Oekraïne. We hebben de pandemie overwonnen en nu moeten we onze ervaringen weten toe te passen op andere crises, zoals de crisis in Oekraïne. De democratie past zich aan, maar zal niet wijken voor autoritaire ontwikkelingen. Noodbeslissingen moeten op een open wijze worden gecommuniceerd. De desinformatie kan in crisissituaties mensen op het verkeerde spoor zetten. Europa moet een gemeenschappelijke benadering hebben in de aanpak van de crisis in Oekraïne, want zo toont Europa zijn sterkte op de internationale scene.

IV. — SESSION II: L'UNION EUROPÉENNE, GARANTE DE LA STABILITÉ, DE LA SÉCURITÉ ET DE LA PROSPÉRITÉ DANS LA RÉGION (ET AU-DELÀ)

A. Exposés introductifs

Les présidents des parlements ont parlé de l'Union européenne en tant que facteur de stabilité dans la région. Ce sujet a été dominé par la guerre en Ukraine.

Outre le rôle joué par les parlements dans la gestion de la crise ukrainienne, la situation et la position des pays des Balkans occidentaux ont également été évoquées.

M. Alojz Kovšca, président du Conseil national de Slovaquie, souligne que la lutte du peuple ukrainien pour les valeurs démocratiques est également une lutte commune au niveau européen. L'Europe s'est montrée unie et solidaire. L'accélération du processus d'élargissement demeure une priorité majeure.

M. Talat Xhaferi, président du Parlement de Macédoine du Nord, remercie l'Union européenne pour sa contribution au développement de la Macédoine du Nord et son soutien à l'intégration euro-atlantique. Il appelle l'Union européenne à accélérer le processus d'élargissement, compte tenu du changement de situation causé par la guerre en Ukraine.

M. Ruslan Stefanchuk, président du Parlement ukrainien, s'adresse à la conférence par message vidéo. L'agression russe est une attaque dirigée contre l'Europe et contre la démocratie. Le président rend hommage aux victimes et au peuple ukrainien, notamment aux personnes (près de la moitié de la population) qui ont fui le pays en laissant derrière eux des membres de leur famille. Le fait que la Fédération de Russie vise des cibles civiles et des écoles n'est rien de moins qu'un crime de guerre et un génocide contre le peuple ukrainien. L'intervenant demande avec insistance des sanctions plus sévères et des livraisons d'armes.

M. Miloš Vystrčil, président du Sénat tchèque, rappelle que la Tchéquie a bénéficié lors de son adhésion à l'Union européenne du soutien des membres plus anciens du monde démocratique, qui l'ont accompagnée dans son processus d'apprentissage. Il faudrait à présent fournir des efforts comparables pour l'Ukraine. Les États membres de l'UE doivent développer leurs propres armées et garantir la sécurité énergétique. L'intervenant pointe les risques que courent les États baltes; il évoque également les revenus que la Russie tire du gaz, ainsi que le flux migratoire, qui aura un impact majeur sur les pays voisins, alors que l'UE n'est pas encore sortie de la pandémie.

IV. — ZITTING II: DE EUROPESE UNIE ALS GARANTIE VOOR STABILITEIT, VEILIGHEID EN WELVAART IN DE REGIO (EN DAARBUITEN)

A. Inleidende uiteenzettingen

De voorzitters van de parlementen spraken over de EU als factor van stabiliteit in de regio. Dit onderwerp stond in het teken van de oorlog in Oekraïne.

Naast de rol van de parlementen bij de aanpak van de crisis in Oekraïne kwamen onder andere de situatie en positie van de westelijke Balkanlanden aan de orde.

De heer Alojz Kovšca, voorzitter van de Nationale Raad van Slovenië, merkt op dat de strijd van het volk van Oekraïne voor democratische waarden tevens onze gemeenschappelijke strijd is. Europa heeft zich eensgezind en solidair getoond. De versnelling van het uitbreidingsproces blijft een hoge prioriteit.

De heer Talat Xhaferi, voorzitter van het Parlement van Noord-Macedonië, dankt de Europese Unie voor de bijdrage tot de ontwikkeling van Noord-Macedonië en de steun bij de Euro-Atlantische integratie. Hij roept de EU op om het uitbreidingsproces te bespoedigen gelet op de veranderde situatie ingevolge de oorlog in Oekraïne.

De heer Ruslan Stefanchuk, voorzitter van het Parlement van Oekraïne, spreekt de Conferentie toe via een videoboodschap. De Russische agressie is een aanval op Europa en de democratie. De voorzitter brengt hulde aan de slachtoffers en de Oekraïense bevolking die bijna voor de helft ontheemd is en gedwongen werd om familie achter te laten. Dat de Russische Federatie burgerlijke doelwitten en scholen viseert is niets anders dan een oorlogsmisdaad en een genocide gericht tegen het volk van Oekraïne. De voorzitter dringt aan op strengere sancties en op wapenleveringen.

De heer Miloš Vystrčil, voorzitter van de Senaat van Tsjechië, herinnert aan de steun en het leerproces die Tsjechië van de oude leden van de democratische wereld kreeg voorgespiegeld om toe te treden tot de EU. Dezelfde inspanning kan nu voor Oekraïne worden geleverd. De EU-lidstaten moeten hun eigen legers opbouwen en de energiezekerheid veiligstellen. Hij waarschuwt voor het risico voor de Baltische Staten, de inkomsten die Rusland put uit de verkoop van gas en de migrantenstroom die op de omliggende landen een grote impact hebben in een periode waarbij de EU zich nog niet heeft opgetrokken uit de gezondheidspandemie.

M. Constantine An. Tassoulas, président du Parlement hellénique, souligne que l'intégrité territoriale est menacée. Le populisme ne doit pas trouver de terreau fertile en Occident. Il faut soutenir les pays des Balkans occidentaux qui souhaitent devenir membres de l'Union européenne et les aider dans leurs projets de réforme et de mise en conformité avec l'acquis communautaire. À la lumière de l'évolution de la situation en matière de sécurité, l'intervenant appelle à la mise en place d'une politique européenne de défense et de sécurité plus forte garantissant la stabilité, la sécurité et la prospérité dans la région.

M. Wolfgang Sobotka, président du Conseil national autrichien, se souviendra toujours du 24 février 2022 comme de la date à laquelle l'architecture de sécurité et les valeurs de l'Europe ont été attaquées. L'Europe est partisane de l'État de droit et non de la loi du plus fort. Elle a une plus grande responsabilité dans ce conflit historique. L'UE doit trouver sa place dans ce monde multipolaire. L'Europe est économiquement puissante, mais elle doit se montrer plus forte dans le domaine des affaires étrangères, en parlant d'une seule voix. Le modèle de vie européen est redevenu attractif pour de nombreuses personnes en raison de cette guerre. L'UE doit être un partenaire fiable. M. Sobotka est favorable au renforcement des compétences de l'Union européenne.

B. Échange de vues

Lors du débat qui suit, les présidents condamnent non seulement la violation du droit international par la Russie, mais aussi les actions menées par cette dernière en vue de bloquer l'acheminement de l'aide humanitaire et le fait qu'elle ait violé le cessez-le-feu.

Les présidents préconisent un renforcement de l'autonomie stratégique et de la résilience de l'Union européenne, ainsi qu'un renforcement des systèmes de sécurité et de défense.

Ils plaident en faveur de la mise en place d'une politique européenne de voisinage forte en tant que clé du développement de la bonne gouvernance et de l'élaboration d'une politique qui relève les défis dans les domaines de la sécurité, de l'environnement et de la politique sociale. Ces actions ambitieuses devront porter à la fois sur le Partenariat oriental et sur la politique européenne de voisinage avec les pays du bassin méditerranéen.

Les présidents des parlements indiquent en conclusion que la guerre a montré que la paix et la sécurité ne peuvent être considérées comme acquises en Europe

De heer Constantine An. Tassoulas, voorzitter van het Griekse Parlement, wijst erop dat de territoriale integriteit onder druk staat. Populisme mag geen vruchtbare bodem vinden in het Westen. Men moet de landen van de westelijke Balkan, die willen toetreden, steunen en hen helpen in de hervormingsplannen en het nakomen van het "acquis communautaire". In het licht van de veranderende veiligheidssituatie roept hij op tot een sterker Europees defensie- en veiligheidsbeleid dat stabiliteit, veiligheid en welvaart in de regio garandeert.

De heer Wolfgang Sobotka, voorzitter van de Nationale Raad van Oostenrijk, zal 24 februari 2022 altijd herinneren als de dag waarop de Europese veiligheidsarchitectuur en waarden onder vuur kwamen. Europa is voorstander van de rechtsstaat en niet van het recht van de sterkste. Het heeft een grotere verantwoordelijkheid in dit historisch conflict. De EU moet zich in deze multipolaire wereld een plaats verwerven. Europa is economisch machtig, maar moet zich sterker tonen op buitenlands vlak, waarbij het moet spreken met één stem. Het Europees levensmodel is door deze oorlog weer voor vele mensen een aantrekkelijk model geworden. De EU moet een betrouwbare partner zijn. De heer Sobotka is voorstander van een versterking van de Europese bevoegdheden.

B. Gedachtewisseling

In het daaropvolgende debat veroordelen de voorzitters naast de Russische schending van het internationale recht, eveneens de Russische acties om de levering van humanitaire hulp tegen te houden en hun schending van het staakt-het-vuren.

De voorzitters pleiten voor een versterking van de strategische autonomie en weerbaarheid van de Europese Unie, en een versterking van haar veiligheids- en defensiesystemen.

De voorzitters bepleiten een sterk Europees nabuurschapsbeleid als sleutel voor de verdere uitbouw van goed bestuur en de ontwikkeling van een beleid dat de uitdagingen op het gebied van veiligheid, leefmilieu en sociaal beleid aanpakt. Deze ambitieuze acties moeten zowel op het Oostelijk Partnerschap, als op het Europees nabuurschapsbeleid met de landen van het Middellandse Zeegebied betrekking hebben.

De parlementsvoorzitters concluderen dat de oorlog laat zien dat vrede en veiligheid geen vanzelfsprekendheden zijn in Europa en dat het belangrijk is om met

et qu'il est important de suivre ensemble les développements en Europe et, dans le cas présent, de faire preuve de solidarité à l'égard de l'Ukraine.

Mme Marta Matrai, première vice-présidente du Parlement hongrois, souligne que la Hongrie continue à défendre l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Ukraine et qu'elle condamne – tout comme ses alliés de l'UE et de l'OTAN – l'action militaire de la Russie. La Hongrie a été, en 1991, l'un des premiers États à reconnaître l'indépendance de l'Ukraine. Elle a ensuite soutenu l'adhésion de ce pays à l'OTAN. L'intervenante ajoute que la Hongrie défendra l'Ukraine au sein des forums internationaux et qu'elle lui fournira toute l'aide humanitaire, politique et économique possible. La Hongrie considère en revanche qu'il est impossible d'atteindre du jour au lendemain une indépendance totale vis-à-vis des approvisionnements énergétiques russes.

M. Seán Ó Feargháil, président de la Chambre des représentants irlandaise, souligne que depuis quelque temps, le *Brexit* est moins souvent évoqué dans les discussions. Dans le dossier du *Brexit*, l'UE a parlé d'une seule voix. Cela a également été le cas lors de la pandémie. Il faut à présent faire de même dans le dossier de la crise ukrainienne. L'intervenant ose espérer que les pays qui déploient aujourd'hui des efforts disproportionnés pour accueillir les réfugiés recevront des contributions financières de l'UE.

V. — DISCUSSION ET APPROBATION DES CONCLUSIONS

M. Alojz Kovšca, président du Conseil national de Slovénie, remercie ses collègues pour l'ensemble des amendements et des suggestions qu'ils ont présentés au sujet des conclusions de la présidence. Les termes utilisés en ce qui concerne l'assouplissement des critères d'adhésion n'ont pas pu faire l'unanimité, même en ces circonstances exceptionnelles. M. Kovšca souligne que nombre d'amendements ont été acceptés et que la troïka a essayé de rédiger un texte équilibré.

Lors de la discussion finale, *M. Jean-François Rapin, président de la commission des Affaires européennes du Sénat français*, déclare que les deux assemblées du Parlement français soutiennent la démarche et les termes du texte final et il remercie le président d'avoir tenu compte des amendements français. Il émet néanmoins certaines réserves concernant quelques éléments dans le projet de texte final. La ligne du temps concernant l'octroi de l'adhésion à l'UE aux États des Balkans

elkaar de ontwikkelingen in Europa te volgen en in dit geval solidariteit te betuigen aan Oekraïne.

Mevrouw Marta Matrai, eerste ondervoorzitster van het Hongaarse Parlement, beklemtoont dat Hongarije blijft pleiten voor de territoriale integriteit en soevereiniteit van Oekraïne en – samen met zijn EU- en NAVO-bondgenoten – de militaire actie van Rusland, veroordeelt. In 1991 was Hongarije één van de eerste Staten die de onafhankelijkheid van Oekraïne erkend heeft. Daarna heeft Hongarije de toelating van Oekraïne tot de NAVO gesteund. Zij voegt eraan toe dat Hongarije op de internationale fora zal opkomen voor Oekraïne en het alle mogelijke humanitaire, politieke en economische hulp zal verlenen. Daarentegen wijst ze erop dat Hongarije het onhaalbaar vindt om van de ene op de andere dag volledig onafhankelijk te worden van de Russische energievoorziening.

De heer Seán Ó Feargháil, voorzitter van de Ierse Kamer van volksvertegenwoordigers, wijst erop dat er al een tijdje minder sprake is van *Brexit*. Ten tijde van de *Brexit* sprak de EU met één stem. Net zoals tijdens de gezondheidspandemie, doet Europa er goed aan met één stem te spreken tijdens de crisis in Oekraïne. Hij rekent erop dat landen die nu onevenredig veel inspanningen leveren bij de opvang van vluchtelingen hiervoor financiële bijdragen zullen ontvangen van de EU.

V. — BESPREKING EN GOEDKEURING VAN DE CONCLUSIES

De heer Alojz Kovšca, voorzitter van de Nationale Raad van Slovenië, bedankt zijn collega's voor alle amendementen en suggesties die zij in verband met de conclusies van het voorzitterschap hebben ingediend. Bewoordingen rond het vergemakkelijken van toetredingscriteria, zelfs in uitzonderlijke omstandigheden, konden niet op eenparigheid rekenen. De heer Kovšca wijst erop dat veel amendementen werden aanvaard en dat de trojka heeft getracht een evenwichtige tekst op te stellen.

Tijdens de slotbespreking verklaart *de voorzitter van de commissie voor Europese aangelegenheden van de Franse Senaat, de heer Jean-François Rapin*, dat beide kamers van het Franse Parlement de démarche en de bewoordingen van de slottekst ondersteunen, en hij bedankt de voorzitter om rekening te hebben gehouden met de Franse amendementen. Niettemin heeft hij enige reserves bij enkele elementen in het ontwerp van de slottekst. De tijdslijn die op de toekenning

occidentaux doit en effet également être liée aux progrès accomplis dans la mise en œuvre des réformes et en remplissant les conditions nécessaires. Les États des Balkans occidentaux ont besoin de suivi.

L'orateur indique qu'il n'est pas possible de s'engager concernant l'agenda et que l'objectif poursuivi est que les pays des Balkans occidentaux candidats à l'adhésion à l'UE fournissent davantage d'efforts. Des faiblesses institutionnelles ou politiques ne seront pas admises. Il convient par ailleurs de faire preuve de solidarité, d'unité et de pragmatisme.

M. Alojz Kovšca, Président du Conseil national de Slovénie, précise que l'expression "ligne du temps" sera remplacé par l'expression "feuille de route" qui implique moins de contraintes de temps.

La deuxième partie du paragraphe 19 est donc redigée comme suit:

"Les présidents appellent donc les institutions européennes et les chefs d'État de l'UE à travailler à une feuille de route claire pour l'octroi de l'adhésion à l'UE aux partenaires des Balkans occidentaux, en tenant compte des progrès accomplis dans la mise en œuvre des réformes clés et en remplissant les conditions nécessaires. Les présidents se félicitent de l'engagement pris par les parlements nationaux et le Parlement européen de maintenir un dialogue régulier avec les parlements des Balkans occidentaux, car il apporte également un soutien politique supplémentaire au processus d'élargissement européen."

À la demande du *président de la Chambre des représentants de Malte*, il est renvoyé dans une note de bas de page aux activités de l'Union interparlementaire notamment, qui appelle à faciliter la diplomatie parlementaire dans la formulation de solutions pacifiques réalisables face à la situation en Ukraine.

Le renvoi au "rapport 2021 sur l'État de droit" de la Commission européenne dans le paragraphe 9 du projet de conclusions se heurte à une réserve du Parlement hongrois car ce rapport ne peut être considéré comme un instrument généralement accepté au sein de l'UE. Cette réserve est inscrite dans une note de bas de page.

van lidmaatschap aan de Staten van de Westelijke Balkan betrekking heeft, moet immers ook gebonden zijn aan de vorderingen die door deze Staten zijn bereikt in de implementatie van hervormingen en het voldoen aan de noodzakelijke voorwaarden voor het lidmaatschap. De Staten van de Westelijke Balkan hebben behoefte aan monitoring.

De spreker wijst erop dat de Franse kamers zich niet kunnen engageren op de agenda en aansturen op meer inspanningen door de kandidaat-lidstaten van de Westelijke Balkan. Er mogen geen institutionele of politieke zwakheden zijn. Anderzijds moet men solidariteit en eenheid tonen en pragmatisch zijn.

De heer Alojz Kovšca, voorzitter van de Nationale Raad van Slovenië, preciseerd dat "tjidslijn" zal worden vervangen door "roadmap", dat minder aan tijdsrestricties gebonden is.

Het tweede deel van paragraaf 19 luidt daarop als volgt:

"The Speakers therefore call on the European institutions and the EU heads of state to work towards a clear roadmap for granting EU membership to Western Balkans partners, taking into account the progress made in implementing key reforms and meeting the necessary conditions. The Speakers welcome the commitment to maintaining regular dialogue with Western Balkans parliaments shown by national parliaments and the European Parliament, as it also provides additional political support to the European enlargement process."

Op aandringen van de *voorzitter van het Huis van afgevaardigden van Malta* wordt in een voetnoot verwezen naar de activiteiten van – onder meer – de Interparlementaire Unie, om via parlementaire diplomatie vreedzame oplossingen na te streven voor de crisissituatie in Oekraïne.

De verwijzing in paragraaf 9 van de ontwerpconclusies naar het "verslag 2021 over de rechtsstaat" van de Europese Commissie stuit op een reserve van het Hongaarse Parlement omdat dit verslag niet kan worden beschouwd als een algemeen aanvaard Europees instrument. Deze reserve wordt opgenomen in een voetnoot.

VI. — DISCUSSIONS BILATÉRALES

La Belgique exercera la présidence du Conseil de l'Union européenne au cours de la première moitié de 2024.

Par conséquent, les présidentes de la Chambre et du Sénat ont eu un entretien avec Marta Matrai, première vice-présidente du Parlement hongrois, le 29 mars 2022, en marge de la Conférence. La Belgique, l'Espagne et la Hongrie formeront la présidence en trio du 1^{er} juillet 2023 au 31 décembre 2024. Cet entretien ouvrira la voie à d'autres discussions, auxquelles l'Espagne sera également associée, au sujet d'un programme commun qui constituera le fil rouge pour la présidence de chaque pays.

Les présidentes de la Chambre et du Sénat se sont également entretenues avec la présidente du Parlement européen, Roberta Metsola, le 29 mars 2022.

Il a été convenu que la présidente du Parlement européen effectuera une visite au Parlement fédéral en compagnie d'une délégation du Parlement européen à l'automne 2022. Cette délégation comprendra un membre de chaque groupe politique.

Les deux sujets suivants pourraient être évoqués lors de cette rencontre:

- les actions entreprises en matière d'égalité des genres;
- le fonctionnement du système parlementaire belge.

VII. — ANNEXES

1. Conférence des présidents des parlements nationaux des États membres de l'UE, Brdo pri Kranju, 28-29 mars 2022 – Conclusions de la présidence (en français et en anglais)

2. Réunion des secrétaires généraux des parlements de l'Union européenne, 24 janvier 2022 – Rapport

Les présidentes-rapporteuses,

Eliane TILLIEUX

Stephanie D'HOSE

VI. — BILATERALE BESPREKINGEN

België zal het voorzitterschap van de Raad van de Europese Unie uitoefenen in de eerste helft van 2024.

België zal samen met Spanje en Hongarije het vast trio vormen van 1 juli 2023 tot en met 31 december 2024. Bijgevolg hebben de voorzitters van Kamer en Senaat in de marge van de Conferentie op 29 maart 2022 een onderhoud gehad met mevrouw Marta Matrai, eerste ondervoorzitster van het Hongaarse Parlement. Dit onderhoud zal het pad effenen voor verdere gesprekken, waarbij ook Spanje zal betrokken zijn, over een gemeenschappelijk programma dat de rode draad zal vormen voor ieders voorzitterschap.

De voorzitters van Kamer en Senaat hadden op 29 maart 2022 eveneens een onderhoud met Europees Parlementsvoorzitster, Roberta Metsola.

Er werd afgesproken dat de voorzitter van het Europees Parlement en een delegatie van het Europees Parlement in het najaar van 2022 een bezoek zouden brengen aan het Federaal Parlement. Deze delegatie zou bestaan uit een lid van elke politieke fractie.

Volgende twee onderwerpen zouden tijdens deze ontmoeting aan bod kunnen komen:

- de acties inzake gendergelijkheid;
- de werking van het Belgisch parlementair systeem.

VII. — BIJLAGEN

1. Conferentie van de voorzitters van de parlementen van de Europese Unie, Brdo pri Kranju, 28-29 maart 2022 – Conclusies van het voorzitterschap (in het Engels en het Frans)

2. Vergadering van de secretarissen-generaal van de parlementen van de Europese Unie, 24 januari 2022 – Verslag

De voorzitters-rapporteurs,

Eliane TILLIEUX

Stephanie D'HOSE

Annexe 1: Conclusions de la Présidence**Bijlage 1: Conclusies van het voorzitterschap**



RÉPUBLIQUE DE SLOVÉNIE
ASSEMBLÉE NATIONALE
CONSEIL NATIONAL

Conférence des présidents des parlements nationaux des États membres de l'UE

Les 28 et 29 mars 2022
Brdo pri Kranju

Conclusions de la présidence

Remarques préliminaires

La Conférence des présidents des parlements de l'Union européenne s'est tenue à Brdo pri Kranju les 28 et 29 mars 2022 et a réuni les présidents, ou leurs représentants, de 34 parlements/chambres de 24 États membres, ainsi que la première vice-présidente du Parlement européen, Roberta Metsola. Les présidents, ou leurs représentants, de 2 pays candidats à l'adhésion à l'UE y ont également pris part et 4 pays y ont participé en qualité d'invités spéciaux. Une allocution spéciale par visioconférence a été prononcée par M. Ruslan Stefanchuk, Président de la Verkhovna Rada d'Ukraine. La conférence a été présidée par M. Igor Zorčič, Président de l'Assemblée nationale de la République de Slovénie, et M. Alojz Kovšca, Président du Conseil national de la République de Slovénie.

Sur la base de l'article 5.1 des Lignes directrices de Stockholm, certains parlements et chambres, en raison de leur position constitutionnelle, ne peuvent pas s'associer directement à des déclarations politiques de fond et il n'est donc pas possible de considérer que les présidents ont exprimé un soutien spécifique à tous les points de la déclaration. Toutefois, ils reconnaissent, au nom de leurs parlements et chambres, l'importance des questions soulevées et l'intention de leurs collègues lorsque ceux-ci proposent des solutions spécifiques.

La conférence a été divisée en deux sessions :

- I. Le rôle des parlements dans les politiques d'urgence – Renforcer la résilience pour une gouvernance démocratique
- II. L'Union européenne, garante de la stabilité, de la sécurité et de la prospérité dans la région (et au-delà)

Alors que l'Europe se remet encore des conséquences de la pandémie de COVID-19, la Conférence des présidents des parlements nationaux des États membres de l'UE se tient à un autre moment critique, les valeurs européennes, l'unité et la solidarité étant mises à l'épreuve par l'agression russe déplorable en Ukraine. Reconnaisant la forte réaction à l'initiative visant à ce que les parlements de l'UE rejoignent la campagne #WeRemember du Congrès juif mondial et de l'UNESCO à la mémoire des victimes de la Shoah, qui a été approuvée lors de la conférence de 2021 sous la présidence allemande, les présidents soulignent la nécessité de préserver l'humanité des fléaux de la guerre et réaffirment l'engagement de leurs parlements en faveur de la promotion des droits fondamentaux, de la dignité humaine, de la liberté, de la démocratie, de l'égalité et de l'État de droit.



Sur la guerre en Ukraine

1. Les présidents reconnaissent que cette Conférence des présidents des parlements nationaux des États membres de l'UE se déroule dans le contexte spécifique de la plus grave crise de sécurité en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. Ils notent que sept États membres de l'UE sont des voisins immédiats de la Fédération de Russie et de l'Ukraine agressée, et que des missiles russes ont déjà atterri à quelques kilomètres seulement de la frontière orientale de l'UE. Les présidents soulignent que l'agression russe en Ukraine, qui dure maintenant depuis plus d'un mois, exige une action européenne décisive et sans précédent, car elle menace fondamentalement la stabilité, la paix, la sécurité et la prospérité économique des citoyens vivant en paix en Europe et au-delà. Les présidents soulignent que le combat du peuple ukrainien n'est pas seulement le sien mais clairement aussi un combat au nom de l'ensemble de la communauté des nations libres, et un combat pour la défense des valeurs fondamentales sur lesquelles reposent l'Union européenne et l'ensemble du monde démocratique.
2. Compte tenu de ce qui précède, les présidents condamnent dans les termes les plus énergiques l'agression militaire russe contre l'État souverain d'Ukraine, soulignant qu'elle constitue une violation flagrante des principes fondamentaux du droit international, de la Charte des Nations Unies, de l'Acte final d'Helsinki et de nombreux autres instruments guidant les relations entre les États. Ils réaffirment leur soutien indéfectible à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues. La reconnaissance unilatérale de l'indépendance des oblasts ukrainiens de Louhansk et de Donetsk est incompatible avec les principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies et est donc nulle et non avenue. Par conséquent, les présidents demandent à la Fédération de Russie d'annuler immédiatement et définitivement sa décision sur cette question. Dans le même temps, l'attaque contre l'Ukraine constitue une attaque contre l'ordre international, fondé sur les valeurs démocratiques, l'État de droit et le respect des droits de l'homme, et contre les valeurs fondamentales sur lesquelles l'Union européenne et la coexistence pacifique en Europe se sont construites. Les présidents demandent à la Fédération de Russie de cesser immédiatement et sans condition toutes les hostilités et de retirer immédiatement et complètement toutes les forces militaires de l'ensemble du territoire ukrainien et de mettre immédiatement en œuvre l'ordonnance de mesures conservatoires rendue par la Cour internationale de justice. Les présidents condamnent également l'implication directe de la Biélorussie dans l'agression russe et l'appellent à cesser immédiatement de fournir une assistance aux forces russes en leur permettant de mener des attaques à partir de son territoire. À la lumière de cette crise sans précédent et de la crise des réfugiés qui connaît la croissance la plus rapide depuis la Seconde Guerre mondiale, les présidents soulignent l'impérieuse nécessité de faire respecter le droit international et les droits de l'homme et d'éviter les doubles standards, y compris en adoptant des mesures restrictives, ce qui est aussi essentiel pour maintenir la pertinence et la crédibilité de l'Union européenne.
3. À la lumière de la réponse immédiate, unie et déterminée de l'Union européenne, les présidents conviennent que les actions méprisables de la Fédération de Russie n'ont pas affaibli et divisé l'Union, mais l'ont plutôt rendue plus forte et plus unie dans son objectif de sauvegarder la paix, la sécurité, la démocratie et la liberté en Europe. Les présidents saluent et soutiennent les décisions prises jusqu'à présent par les institutions européennes et les États membres de l'UE en réponse à l'agression militaire russe en Ukraine, y compris les ensembles de mesures restrictives de grande ampleur ciblant des individus et des secteurs, ainsi que les décisions d'utiliser la facilité européenne pour la paix et de renforcer les capacités de défense de l'Ukraine. Dans

cette optique, les présidents appellent les pays candidats à l'UE à s'aligner pleinement sur la politique commune et de sécurité de l'UE et à s'abstenir de toute action contraire à celle-ci. Les présidents appellent les institutions européennes et les États membres de l'UE à collaborer avec les partenaires transatlantiques et autres partenaires, à intensifier les actions contre la Fédération de Russie et la Biélorussie en cas de poursuite d'agression et à renforcer leurs efforts pour faciliter le dialogue en vue de mettre fin aux hostilités et de créer les conditions d'une paix durable.

4. Prenant note du rôle joué par les parlements pour exprimer leur soutien politique à l'Ukraine et condamner l'agression russe, les présidents soulignent l'importance des résolutions et des déclarations adoptées par de nombreux parlements nationaux, le Parlement européen, la Conférence interparlementaire sur la PESC/PSDC et la plénière de la COSAC.¹ Ils soulignent les appels lancés par les parlements à toutes les parties concernées pour qu'elles s'efforcent de trouver une solution pacifique au conflit par la diplomatie, le dialogue politique fondé sur le respect des valeurs démocratiques étant le seul moyen de parvenir à une paix durable.
5. Condamnant la violation par la Russie du droit international des conflits armés, la violation des cessez-le-feu convenus et les mesures prises pour empêcher l'acheminement de l'aide humanitaire et le départ des réfugiés des zones hostiles, les présidents expriment leurs condoléances au peuple ukrainien, aux victimes civiles et militaires de l'agression, ainsi qu'à leurs proches. Les présidents se félicitent de la solidarité des États membres de l'UE, des pays voisins, notamment la Moldavie, et de leurs citoyens qui ont accueilli des millions de réfugiés ukrainiens, ce qui montre que les paroles et les actes sont tout aussi importants. À la lumière de ce qui précède, les présidents se félicitent également de la décision du Conseil de l'UE, qui a approuvé à l'unanimité l'introduction d'une protection temporaire pour les personnes fuyant la guerre en Ukraine. Les présidents notent que les principes de solidarité et de répartition équitable des responsabilités doivent être pris en compte lors de la résolution de la crise des réfugiés.
6. Alors que l'objectif immédiat de l'Union européenne est de contribuer à mettre fin à toutes les hostilités, les présidents sont également convaincus que l'Union, en coopération avec ses partenaires, doit prendre l'initiative à long terme de la reconstruction de l'Ukraine après la guerre. Les présidents expriment leur soutien indéfectible à la perspective européenne de l'Ukraine et prennent note de la demande d'adhésion de l'Ukraine à l'UE, soulignant que seul le peuple ukrainien et les autorités ukrainiennes démocratiquement élues ont le droit de décider de leur cadre politique et social et de leur approche de l'intégration internationale. Compte tenu des paroles de la présidente de la Commission européenne selon lesquelles l'Ukraine est « l'une des nôtres et nous voulons l'Ukraine dans l'UE », les présidents appellent les institutions européennes à s'efforcer de procéder à un examen rapide de la demande d'adhésion de l'Ukraine à l'UE, dans le but de lui accorder le statut de pays candidat dans un délai raisonnable, pour autant qu'elle remplisse les conditions nécessaires. En outre, les présidents invitent la Commission européenne à élaborer une feuille de route pour que l'UE soutienne efficacement la perspective européenne de l'Ukraine.

¹ À cet égard, suite à la proposition supplémentaire de la Chambre des représentants de Malte, les présidents saluent également les activités et les initiatives d'autres forums interparlementaires, tels que l'Union interparlementaire, qui appellent à faciliter la diplomatie parlementaire dans la formulation de solutions pacifiques réalisables face à la situation en Ukraine.

I. Le rôle des parlements dans les politiques d'urgence – Renforcer la résilience pour une gouvernance démocratique

7. Les présidents soulignent que les parlements, en tant qu'institutions représentatives fondamentales des citoyens, sont un garant indispensable de la gouvernance démocratique des affaires publiques, tant dans les situations normales que dans les situations d'urgence. La pandémie de COVID-19, dont l'avenir et les conséquences sont encore incertains, est la preuve, selon les présidents, que les crises éclatent souvent lorsque nous les attendons le moins. Reconnaissant que l'agression militaire russe actuelle en Ukraine aura des conséquences profondes sur les plans de la sécurité, de la politique, de la diplomatie, de l'économie et de la société en Europe et dans le monde, les présidents sont convaincus que les parlements doivent tirer les leçons nécessaires des expériences des deux dernières années et renforcer leur préparation à des défis majeurs similaires à l'avenir, faisant tout ce qui est en leur pouvoir pour prévenir de telles situations d'urgence.
8. Les présidents conviennent que des décisions rapides visant à protéger les vies humaines et la santé, à prévenir les dommages irréparables aux biens, à protéger les intérêts vitaux de l'État et à prévenir les effets négatifs à long terme sur le fonctionnement des institutions publiques sont d'une importance primordiale dans les situations d'urgence. Tout en reconnaissant que l'exécutif, en raison de son mode de fonctionnement et des instruments dont il dispose, est traditionnellement mieux équipé pour prendre des mesures d'urgence immédiates, les présidents soulignent que la participation active du parlement à la politique d'urgence est cruciale, non seulement en termes de sauvegarde des valeurs, des pratiques et des institutions démocratiques, mais également en termes de garantie de l'efficacité et de la légitimité renforcée de la gestion des crises. Étant donné que les effets des mesures d'urgence ne sont souvent pas entièrement prévisibles et clairs en raison de contraintes de temps, les présidents soulignent le rôle inestimable joué par les parlements pour aider les gouvernements à formuler les meilleures réponses possibles et à superviser la mise en œuvre des changements budgétaires imprévus, destinés à faire face aux crises. Les présidents conviennent qu'une situation qui exige une réponse rapide des autorités ne devrait jamais servir d'excuse à une action non transparente et irresponsable.
9. Les présidents conviennent en outre que la capacité des parlements à agir dans des situations d'urgence est un test de la force et de la résilience d'un système démocratique. Rappelant les paroles du regretté président du Parlement européen David Sassoli, qui, au moment de l'écllosion de la pandémie de COVID-19, a déclaré que « la démocratie ne peut être suspendue au milieu d'une crise aussi dramatique » et « qu'il est de notre devoir, en ces temps difficiles, d'être au service de nos citoyens », les présidents soulignent le rôle des parlements pour garantir le respect des normes et des règles de gouvernance démocratique, des droits fondamentaux et de l'État de droit. À cet égard, les présidents se félicitent du rapport 2021 sur l'État de droit et du fait que la Commission européenne, en l'élaborant, a accordé une attention particulière au rôle indispensable des parlements dans le contrôle des mesures visant à freiner la propagation de la pandémie.² Ils se félicitent également du rapport de la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise) du Conseil de l'Europe sur les mesures prises dans les États membres de l'UE à la suite de la crise du COVID-19 et leur impact sur la démocratie, l'État de droit et les droits fondamentaux, lequel souligne explicitement le rôle indispensable des parlements dans la gestion des situations d'urgence. Les présidents sont convaincus que les

² L'Assemblée nationale hongroise exprime sa réserve concernant cette déclaration, estimant que le rapport de la Commission européenne sur l'État de droit ne peut être considéré comme un instrument généralement accepté au sein de l'UE.

conclusions des deux rapports contribueront à fournir le savoir-faire nécessaire pour renforcer la résilience des parlements et leur préparation aux situations d'urgence futures.

10. Les présidents soulignent que, pour garantir le fonctionnement ininterrompu des principales autorités publiques et l'intégrité des processus démocratiques, il est primordial que les pays se préparent aux situations d'urgence en établissant des cadres juridiques et des politiques appropriés. Étant donné que, à la suite de la pandémie de COVID-19, les États membres ont répondu par diverses approches juridiques et institutionnelles, conformément à leurs dispositions constitutionnelles, – que ce soit en déclarant l'État d'urgence, en adoptant des régimes d'urgence spéciaux ou en modifiant la législation ordinaire – les présidents soulignent que ces approches doivent toujours suivre les postulats fondamentaux de l'État de droit. Les présidents estiment que la pandémie de COVID-19 représente une occasion unique pour les parlements de travailler avec l'exécutif pour repenser et remanier les bases juridiques et les dispositions institutionnelles existantes pour gérer les situations d'urgence, d'une manière qui renforce le système de contre-pouvoirs, assure la protection effective des droits fondamentaux et permet aux parlements de s'acquitter de leur mandat constitutionnel sans interruption.
11. Les présidents soulignent que, dans les situations d'urgence, lorsque l'exécutif exerce des pouvoirs exceptionnels d'urgence et se voit parfois attribuer des pouvoirs législatifs spécifiques, le contrôle parlementaire est essentiel pour garantir une gouvernance responsable et démocratique. Les présidents estiment que, dans ces situations, les parlements devraient au moins avoir le pouvoir de décider quand déclarer, prolonger et abroger un État d'urgence ; la possibilité de contrôler l'exercice des pouvoirs d'urgence de l'exécutif, ainsi que la possibilité de contrôler efficacement les mesures d'urgence ayant des implications financières considérables et un effet restrictif sur les droits fondamentaux. Les présidents soulignent que, compte tenu de la nature extraordinaire des situations d'urgence, la nécessité d'une prise de décision rapide ne doit pas être détournée pour renforcer de manière injustifiée et disproportionnée le pouvoir exécutif au détriment des parlements, car cela irait à l'encontre du principe de séparation des pouvoirs.
12. Les présidents sont conscients qu'en cas d'urgence, comme la pandémie de COVID-19, des mesures extraordinaires peuvent être nécessaires. Celles-ci doivent être temporaires, proportionnées et limitées, dans la mesure nécessaire à la protection de la population. Dans le même temps, même dans les situations d'urgence, l'action des autorités nationales doit toujours être fondée sur les normes et les principes établis de légalité, de nécessité, de proportionnalité et de non-discrimination des interventions restrictives en matière de droits fondamentaux, raison pour laquelle les présidents soulignent l'importance de mettre pleinement en œuvre les fonctions législatives et de contrôle des parlements, afin de déterminer si les mesures d'urgence de l'exécutif sont conformes aux obligations de l'État en matière de droits de l'homme. Compte tenu des contraintes de temps dans les situations d'urgence, les présidents soulignent que le contrôle parlementaire politique peut être encore plus efficace dans la pratique que la protection judiciaire, car il peut avoir des effets immédiats sur les mesures correctives qui violent les droits de l'homme.
13. Les présidents soulignent que l'efficacité de la politique d'urgence dépend de la confiance du public dans les actions des autorités. L'exercice ininterrompu du rôle représentatif des parlements garantit que les mesures et politiques adoptées et les fonds publics alloués reflètent les besoins réels de l'ensemble de la population. Les présidents soulignent donc qu'un leadership efficace dans les situations d'urgence passe nécessairement par un dialogue avec le plus grand nombre possible de parties

prenantes, les parlements restant le forum central de discussion. Les présidents saluent le travail de nombreux parlements qui ont contribué de manière significative à améliorer les différentes mesures gouvernementales proposées pendant la pandémie de COVID-19, en particulier celles visant à prévenir les graves conséquences économiques et sociales, en particulier lorsqu'il s'agit de s'assurer que ces mesures atteignent les segments les plus vulnérables de la population.

14. La capacité opérationnelle effective des parlements est une condition préalable fondamentale à l'exercice de leurs fonctions constitutionnelles. Bien que la pandémie de COVID-19 ait surpris la plupart des parlements mal préparés, les présidents se félicitent du fait que les parlements européens ont fait preuve d'un engagement et d'une innovation considérables dans l'adaptation de leur travail, leur permettant de continuer à travailler même dans des circonstances exceptionnelles. Les présidents soulignent qu'en numérisant les activités parlementaires, en adaptant diversement les séances parlementaires et les procédures décisionnelles, en créant des organes de travail spéciaux chargés de traiter et de superviser les mesures d'urgence, en développant de nouveaux mécanismes de participation du public aux procédures parlementaires et en prenant d'autres mesures connexes, les parlements ont contribué de manière inestimable à une gestion plus transparente, inclusive et démocratique de la crise pandémique. Les présidents prennent également note des développements tournés vers l'avenir dans l'utilisation de la technologie numérique dans la coopération interparlementaire et se félicitent du travail conjoint en cours pour trouver les moyens les plus sûrs d'utiliser la visioconférence, qui ne peuvent cependant pas remplacer les avantages des rencontres personnelles dans la diplomatie parlementaire. Dans l'intérêt d'une meilleure préparation à des situations similaires à l'avenir, les Présidents estiment que les parlements devraient continuer à partager les bonnes pratiques et les expériences de travail pendant la pandémie, et à tirer des enseignements des succès et des échecs des uns et des autres dans les situations d'urgence. Les présidents soulignent explicitement que le renforcement de la résilience des parlements renforce simultanément la résilience générale face aux crises futures.

II. L'Union européenne, garante de la stabilité, de la sécurité et de la prospérité dans la région (et au-delà)

15. Les présidents notent que la guerre de la Fédération de Russie contre l'Ukraine amène à réfléchir que la paix et la sécurité sur le continent européen et dans l'Union européenne ne vont pas de soi, et que la crise entraîne de profonds changements dans l'architecture de sécurité européenne, ce qui oblige l'Union à réagir et à s'adapter rapidement. L'usage non provoqué de la force par la Russie dans le voisinage oriental immédiat de l'Union a confirmé l'interdépendance étroite des dimensions de sécurité intérieure et extérieure de l'UE ; par conséquent, les présidents soulignent l'importance de l'adoption de la boussole stratégique, qui reflète l'évolution de l'environnement de sécurité en Europe et dans le monde. Les présidents sont convaincus que les États membres doivent renforcer la coopération en matière de sécurité et de défense, y compris avec leurs partenaires transatlantiques, et œuvrer en faveur d'une politique étrangère et de sécurité commune forte et renforcée, et que l'Union européenne doit compléter son pouvoir d'influence (*soft power*) en matière d'action extérieure en renforçant ses capacités de manière forte, y compris les capacités et les dépenses militaires et civiles de gestion des crises. Les présidents soulignent que la sécurité, la stabilité et la démocratie dans l'Union et dans la région sont également menacées par la propagande et la désinformation étrangères, invitant les institutions européennes à redoubler d'efforts pour renforcer et coordonner la lutte contre la désinformation, étant donné que des informations et des médias fiables et indépendants représentent des

moteurs essentiels de la démocratie. Conscients des défis incomparables posés par les conséquences mondiales de la pandémie de COVID-19 et de l'agression militaire russe en Ukraine, les présidents ont souligné la nécessité de renforcer l'autonomie stratégique de l'Union européenne dans tous les domaines clés, afin de lui permettre de relever les défis de manière efficace et efficiente, en coopération avec des partenaires si nécessaire, mais indépendamment des tiers.

16. Les présidents conviennent que les efforts visant à rendre l'UE encore plus ambitieuse dans son voisinage sont plus importants aujourd'hui que jamais. S'appuyant sur les valeurs fondamentales de la démocratie, du respect des droits de l'homme, de l'État de droit et de la confiance mutuelle, l'Union a créé un espace de liberté, de sécurité et de prospérité sans précédent au cours de ses plus de sept décennies d'histoire. Les présidents estiment donc que l'Union européenne doit renforcer encore son rôle dans son voisinage et dans la région en général, avec un soutien fort et uni des institutions européennes et des États membres pour que les pays candidats à l'adhésion à l'Union soient plus importants que jamais et que la politique d'élargissement de l'UE soit une politique clé pour la promotion de la paix, la stabilité et la prospérité sur le continent européen.
17. Étant donné que l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux est dans l'intérêt géostratégique, politique, sécuritaire et économique de la région et de l'UE et doit donc être une priorité de l'agenda de l'UE et des Balkans occidentaux, les présidents expriment leur soutien à la déclaration de Brdo adoptée en octobre 2021, dans laquelle le Conseil européen a explicitement réaffirmé l'engagement de l'UE en faveur du processus d'élargissement sur la base de réformes crédibles des partenaires, d'une conditionnalité juste et rigoureuse et du principe des mérites propres. Se félicitant de la discussion visant à garantir que les pays du voisinage oriental peuvent avoir une perspective européenne crédible, les présidents soulignent la nécessité de prendre en compte les progrès réalisés en matière de réforme par les partenaires des Balkans occidentaux ces dernières années dans le cadre du processus d'adhésion à l'Union européenne, comme indiqué dans le train de mesures sur l'élargissement présenté par la Commission européenne en octobre 2021. Les présidents sont convaincus que les progrès accomplis par les candidats et les candidats potentiels doivent se refléter dans leurs progrès réels sur la voie de l'adhésion à l'UE. Les présidents appellent donc les institutions européennes et les chefs d'État de l'UE à travailler à une feuille de route claire pour l'octroi de l'adhésion à l'UE aux partenaires des Balkans occidentaux, en tenant compte des progrès accomplis dans la mise en œuvre des réformes clés et en remplissant les conditions nécessaires. Les présidents se félicitent de l'engagement pris par les parlements nationaux et le Parlement européen de maintenir un dialogue régulier avec les parlements des Balkans occidentaux, car il apporte également un soutien politique supplémentaire au processus d'élargissement européen.
18. Les présidents soulignent que l'accélération des processus d'intégration de l'UE et de la politique d'élargissement aux Balkans occidentaux, sur la base d'une transformation et d'un engagement accru des partenaires des Balkans occidentaux envers les valeurs et principes de l'UE, est d'autant plus importante à la lumière de la crise ukrainienne actuelle et de la prévention de l'influence d'acteurs tiers dans la région. Faire de l'UE le principal acteur et partenaire dans les Balkans occidentaux est essentiel pour la stabilité, la sécurité et la prospérité de la région elle-même et de l'Union européenne dans son ensemble. Compte tenu de la situation préoccupante en matière de sécurité et de la stabilité vulnérable de la région, les présidents soulignent qu'il est important de renforcer la coopération des partenaires des Balkans occidentaux dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité commune et d'accélérer leurs progrès dans la coordination totale des positions et des actions avec la politique étrangère de l'UE. Les présidents saluent l'engagement de cinq partenaires des Balkans occidentaux de

s'aligner pleinement sur la politique de sanctions de l'UE envers la Fédération de Russie. Les présidents soulignent en outre que la stabilité de la région dépend également du renforcement de sa position économique et se félicitent par conséquent de la mise en place de l'instrument d'aide de préadhésion (IAP III), qui contribuera à la mise en œuvre des principales priorités du plan économique et d'investissement pour les Balkans occidentaux. Les présidents soulignent la nécessité d'accorder une plus grande attention aux jeunes, notamment en promouvant - dans le cadre des instruments existants - de meilleures possibilités d'emploi et des emplois de qualité qui motiveront les jeunes à vivre et à travailler dans la région, évitant ainsi la fuite des cerveaux.

19. Les présidents conviennent que, compte tenu de l'évolution du contexte géopolitique, une action plus ambitieuse de l'UE, tant à l'est qu'au sud de ses frontières, est essentielle pour garantir la sécurité, la stabilité et la paix sur le continent européen. Soulignant les réalisations du partenariat oriental en tant que dimension orientale de la politique européenne de voisinage, les présidents se félicitent du nouveau programme de coopération de l'UE avec les pays partenaires intitulé « Reprise, résilience et réformes : priorités du partenariat oriental au-delà de 2020 », approuvé par le sommet du partenariat oriental en décembre 2021. Le partenariat oriental doit rester une priorité, l'UE respectant ses engagements envers les pays partenaires. À la lumière de la crise ukrainienne, les présidents expriment leur soutien indéfectible à la souveraineté, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de tous les pays du partenariat oriental et saluent les décisions prises par les pays partenaires concernant leur propre perspective européenne – notant également les demandes d'adhésion à l'UE de la Moldavie et de la Géorgie – et leurs efforts pour approfondir et renforcer leurs relations avec l'UE. Comme tout autre pays, ils sont les seuls à pouvoir décider de leur avenir, de leurs orientations en matière de politique étrangère et de leurs partenariats internationaux. Les présidents conviennent que la nature des relations et de la coopération de l'UE avec les pays du partenariat oriental doit reposer sur des approches et des incitations adaptées aux pays qui réussissent le mieux à mettre en œuvre les réformes, dans le but de construire un voisinage oriental fort et résilient.
20. Les présidents sont convaincus que l'agression russe en Ukraine risque d'influencer fortement les relations déjà tendues entre d'une part, l'Union européenne et, d'autre part, la Fédération de Russie et la Biélorussie. Les présidents appuient la décision de l'Union européenne, de l'Islande et de la Norvège de suspendre toutes les activités avec la Fédération de Russie et la Biélorussie dans le cadre de la Dimension septentrionale, en raison de la violation flagrante des principes fondamentaux qui sous-tendent ce cadre politique. Seules une Fédération de Russie et une Biélorussie démocratiques, qui respectent l'État de droit et les droits de l'homme, peuvent contribuer à la stabilité et à la paix sur le continent européen. C'est pourquoi les présidents soutiennent les efforts des institutions européennes et des États membres de l'UE pour renforcer les contacts avec la société civile et les forces démocratiques dans les deux pays dans le but de promouvoir la liberté, les normes et les valeurs démocratiques.
21. Les présidents sont convaincus qu'une politique européenne de voisinage forte dans le voisinage méridional de l'UE est essentielle pour relever les défis en matière de gouvernance, de sécurité, d'économie, de société et d'environnement en Méditerranée, y compris en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Ces problèmes ne peuvent être résolus que par une coopération régionale étroite, raison pour laquelle les présidents se félicitent du nouvel agenda pour la Méditerranée, qui contribue de manière significative à la réalisation du potentiel inexploité de la coopération et à la promotion de la relance à long terme et du développement durable dans la région. Ils appellent à redynamiser les activités de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la

Méditerranée, conscients que le dialogue interparlementaire peut apporter une contribution majeure à la construction des institutions démocratiques. Dans le même temps, les présidents soulignent l'importance de travailler avec tous les partenaires africains et se félicitent de la vision commune pour un partenariat renouvelé adoptée lors du sixième sommet UE-Union africaine.

22. En ce qui concerne la région méditerranéenne, les présidents soulignent également l'importance des relations européennes avec la Turquie, pays candidat et partenaire clé. Ils soulignent que les relations de coopération et mutuellement bénéfiques avec la Turquie revêtent une importance stratégique, car elles peuvent contribuer de manière significative à stabiliser la Méditerranée orientale et à renforcer la résilience du voisinage de l'UE dans la région. Ils expriment le souhait d'une meilleure coopération entre l'UE et la Turquie de manière progressive, proportionnée et réversible dans divers domaines d'intérêt commun, sous réserve des conditions établies énoncées dans les conclusions du Conseil européen, si la désescalade se poursuit en Méditerranée orientale et si la Turquie démontre son attachement au droit international, à l'État de droit, aux droits de l'homme, aux relations de bon voisinage et aux accords existants. Les présidents reconnaissent que la Turquie a déployé des efforts considérables pour accueillir près de 4 millions de réfugiés et de migrants et réaffirment que l'UE continue de soutenir la Turquie dans cette entreprise et appellent au respect des engagements respectifs. Les présidents saluent également la ratification par la Turquie de l'Accord de Paris sur le climat et son engagement à atteindre la neutralité climatique d'ici 2053.

IPEX (échange interparlementaire d'informations relatives à l'UE)

23. Les présidents se félicitent des conclusions sur l'IPEX, adoptées lors de la Réunion des secrétaires généraux des parlements de l'Union européenne à Ljubljana le 24 janvier 2022.
24. Les orateurs remercient le Bundestag et le Bundesrat allemands pour le travail qu'ils ont accompli au cours de l'année de leur présidence du Conseil d'IPEX, en particulier pour leurs efforts visant à lancer la nouvelle version du site Web de l'IPEX, à assurer la mise en œuvre du Programme de travail glissant (2021–2023) et à approfondir les échanges entre l'IPEX et la communauté scientifique.
25. Les présidents tiennent également à remercier la présidence allemande sortante du Conseil d'IPEX d'avoir accueilli la réunion annuelle des correspondants IPEX, le Sénat belge pour sa disponibilité continue à employer officiellement l'agent d'information d'IPEX et le Parlement européen pour fournir les ressources financières et humaines nécessaires au développement du nouveau site Web.
26. Les présidents saluent le lancement du nouveau site Web IPEX et se félicitent de ses nouvelles sections, en particulier la section sur le Réseau de soutien à la démocratie, et encouragent ainsi les correspondants IPEX à télécharger des informations fiables et opportunes sur la plateforme.
27. Les présidents encouragent les correspondants IPEX à télécharger sur IPEX toutes les résolutions adoptées par les parlements de l'UE concernant la guerre en Ukraine et suggèrent au Conseil de trouver un moyen d'intégrer ces documents sur le nouveau site IPEX.

28. Les présidents attendent avec intérêt l'analyse des utilisateurs d'IPEX et invitent les parlements de l'UE à envisager d'accueillir la troisième conférence des utilisateurs d'IPEX.
29. Les orateurs se félicitent de l'initiative prise par la présidence allemande d'établir un nouveau format de discussion informel au sein du réseau (« IPEX Now ») et encouragent les futurs présidents du Conseil d'IPEX à continuer d'utiliser les formats numériques.
30. Les présidents demandent à la présidence slovène du Conseil d'IPEX de poursuivre la mise en œuvre du Programme de travail glissant (2021–2023), de poursuivre le développement du nouveau site Web et d'entamer le processus de révision des lignes directrices IPEX actuelles, adoptées à Rome en mars 2015, en mettant l'accent sur les changements découlant du nouveau site Web.



REPUBLIC OF SLOVENIA
NATIONAL ASSEMBLY
NATIONAL COUNCIL

Conference of Speakers of the European Union Parliaments

28–29 March 2022
Brdo pri Kranju

Conclusions of the Presidency

Preliminary Remarks

The Conference of Speakers of the European Union Parliaments was held in Brdo pri Kranju on 28–29 March 2022 and was attended by the Speakers and Presidents or their representatives from 34 Parliaments/Chambers of 24 Member States, as well as by the President of the European Parliament Roberta Metsola. Also taking part were the Speakers or their representatives from 2 EU candidate countries; a further 4 countries attended as special guests. A special address via video-link was delivered by Mr Ruslan Stefanchuk, Chairman of the Verkhovna Rada of Ukraine. The Conference was chaired by Mr Igor Zorčič, President of the National Assembly of the Republic of Slovenia, and Mr Alojz Kovšca, President of the National Council of the Republic of Slovenia.

Recalling paragraph 5.1 of the Stockholm Guidelines, it is recognised that due to their constitutional position certain Parliaments and Chambers cannot directly associate themselves with substantive political statements, and therefore should not be seen as indicating specific support for all sections. Nonetheless, on behalf of their Parliaments and Chambers, they recognise the importance of the issues raised and the intentions of colleagues in proposing particular ways forward.

The Conference was divided into two sessions:

- I. The Role of Parliaments in Emergency Politics – Building Resilience for Democratic Governance
- II. European Union as the Guarantor of Stability, Security and Prosperity in the Region (and Beyond)

With Europe still recovering from the consequences of the COVID-19 pandemic, the Conference of Speakers of the European Union Parliaments takes place at yet another critical juncture with European values, unity and solidarity being put to the test by the deplorable Russian aggression in Ukraine. Acknowledging the strong response to the initiative for EU Parliaments to join the #WeRemember Campaign of the World Jewish Congress and UNESCO in memory of the victims of the Shoah, which was endorsed at the 2021 Conference under the German Presidency, the Speakers emphasise the need to save humanity from the scourges of war and reaffirm their parliaments' commitment to the promotion of fundamental rights, human dignity, freedom, democracy, equality, and the rule of law.



On the war in Ukraine

1. The Speakers acknowledge that this Conference of Speakers of the European Union Parliaments takes place in the specific context of the most serious security crisis in Europe since the Second World War. They note that seven EU member states are immediate neighbours to the Russian Federation and the attacked Ukraine and that Russian missiles have already landed only a few kilometres away from the EU's eastern border. The Speakers emphasise that the Russian aggression in Ukraine, which has now lasted for over a month, demands decisive and unprecedented European action as it fundamentally threatens the stability, peace, security, and economic prosperity of citizens living peacefully in Europe and beyond. The Speakers stress that the Ukrainian people's fight is not only their own but clearly also a fight on behalf of the entire community of free nations and a struggle in defence of the fundamental values on which the European Union and the entire democratic world are founded.
2. Considering the above, the Speakers condemn in the strongest possible terms Russia's military aggression against the sovereign state of Ukraine, stressing that it constitutes a gross violation of fundamental principles of international law, the United Nations Charter, the Helsinki Final Act, and numerous other instruments guiding relations between states. They reaffirm their unwavering support for Ukraine's sovereignty and territorial integrity within its internationally recognised borders. The unilateral recognition of the independence of the Ukrainian oblasts of Luhansk and Donetsk is inconsistent with the fundamental principles of the UN Charter and is therefore null and void. Hence, the Speakers call on the Russian Federation to immediately and permanently revoke its decision in this matter. At the same time, the attack on Ukraine constitutes an attack on the international order based on democratic values, the rule of law, respect of human rights, and on the fundamental values on which the European Union and peaceful coexistence in Europe was built. The Speakers call on the Russian Federation to immediately and unconditionally cease all hostilities and to immediately and completely withdraw all military forces from the entire Ukrainian territory and immediately implement the order on provisional measures by the International Court of Justice. The Speakers also condemn Belarus' direct involvement in the Russian aggression and call on it to immediately stop providing assistance to Russian forces by allowing them to carry out attacks from its territory. In light of this unprecedented crisis and the fastest growing refugee crisis since the Second World War, the Speakers stress the imperative need to uphold international law and human rights and to avoid double standards, including in adopting restrictive measures, this being essential for the Union's own relevance and credibility.
3. In light of the European Union's immediate, united and determined response, the Speakers agree that the Russian Federation's despicable actions have not weakened and divided the Union, but rather made it stronger and more united in its goal to safeguard peace, security, democracy, and freedom in Europe. The Speakers welcome and support the decisions taken so far by the European institutions and EU member states in response to Russia's military aggression in Ukraine, including packages of far-reaching restrictive measures targeting individuals and sectors, as well as the decisions to use the European Peace Facility and strengthen Ukraine's defence capabilities. In this view, the Speakers call on the EU candidate countries to reach full alignment with the EU Common and Security Policy and to refrain from any actions contrary to it. The Speakers call on the European institutions and the EU member states to work together with transatlantic and other partners and step up action against the Russian Federation and Belarus in the event of continued aggression, as well as to strengthen their efforts to facilitate dialogue for ending hostilities and creating conditions for lasting peace.

4. Taking note of the role of parliaments in expressing political support for Ukraine and condemning Russian aggression, the Speakers emphasise the importance of resolutions and declarations adopted by many national parliaments, the European Parliament, the Interparliamentary Conference on CFSP/CSDP, and the COSAC Plenary.¹ They highlight the calls of parliaments to all parties involved to work towards a peaceful solution to the conflict through diplomacy, as political dialogue based on respect for democratic values represents the only way to lasting peace.
5. Condemning the Russian violation of the international law of armed conflict, their violation of agreed ceasefires, and actions taken to prevent the delivery of humanitarian aid and the departure of refugees from hostile areas, the Speakers express their condolences to the Ukrainian people, civilian and military victims of the aggression, and their loved ones. The Speakers welcome the solidarity of EU member states and neighbouring countries, notably Moldova, and their citizens in receiving millions of Ukrainian refugees, showing that words and deeds matter in equal measure. In light of this, the Speakers also welcome the decision of the Council of the EU, which unanimously approved the introduction of temporary protection for people fleeing the war in Ukraine. The Speakers note that the principles of solidarity and fair distribution of responsibility must be taken into account when addressing the refugee crisis.
6. While the immediate goal of the European Union is to help put an end to all hostilities, the Speakers are also convinced that the Union, in cooperation with its partners, must take a long-term lead in Ukraine's post-war reconstruction. The Speakers express their unwavering support for Ukraine's European perspective and note Ukraine's application for EU membership, stressing that only the Ukrainian people and the democratically elected Ukrainian authorities have the right to decide on their political and social framework and their approach to international integration. Taking into account the words of the President of the European Commission that Ukraine is "one of us and we want them in", the Speakers call on the European institutions to strive for an expedient examination of Ukraine's application for EU membership with the aim of granting it candidate country status within a reasonable time frame, provided it meets the necessary conditions. In addition, the Speakers invite the European Commission to draw up a roadmap for the EU to effectively support Ukraine's European perspective.

I. The Role of Parliaments in Emergency Politics – Building Resilience for Democratic Governance

7. The Speakers emphasise that parliaments, as the fundamental representative institutions of citizens, are an indispensable guarantor for the democratic governance of public affairs, both in normal and emergency situations. The COVID-19 pandemic, whose future course and consequences are as of yet uncertain, is proof, according to the Speakers, that crises often erupt when we least expect them. Recognising that the current Russian military aggression in Ukraine will have profound security, political, diplomatic, economic, and social consequences in Europe and around the world, the Speakers are convinced that parliaments must draw the necessary lessons from the experiences of the past two years and strengthen their preparedness for similar major challenges in the future and work in all possible ways to prevent such emergency situations.

¹ In this respect, at the additional proposal of the Maltese House of Representatives, the Speakers also welcome the activities and initiatives of other interparliamentary fora, such as the Interparliamentary Union, that call for the facilitation of parliamentary diplomacy in formulating feasible peaceful solutions to the situation in Ukraine.

8. The Speakers agree that rapid decisions aimed at safeguarding human lives and health, preventing irreparable property damage, protecting the vital interests of the state, and preventing long-term negative effects on the functioning of public institutions are of primary importance in emergency situations. While acknowledging that the executive, owing to the way it operates and the instruments at its disposal, is traditionally better equipped to take immediate emergency action, the Speakers emphasise that parliament's active involvement in emergency politics is crucial not only in terms of safeguarding democratic values, practices, and institutions, but also in terms of ensuring the effectiveness and strengthened legitimacy of crisis management. Given the fact that the effects of emergency measures are often not entirely predictable and clear due to time constraints, the Speakers highlight the invaluable role played by parliaments in helping governments formulate the best possible responses and overseeing the implementation of unforeseen budgetary changes, earmarked for addressing crises. The Speakers agree that a situation that demands a swift response from the authorities should never serve as an excuse for non-transparent and unaccountable action.
9. The Speakers further agree that the ability and capacity of parliaments to act in emergency situations is a test of the strength and resilience of a democratic system. Recalling the words of the late President of the European Parliament David Sassoli, who at the outbreak of the COVID-19 pandemic said that "democracy cannot be suspended in the midst of such a dramatic crisis" and that "it is our duty, in these difficult times, to be at the service of our citizens", the Speakers highlight the role of parliaments in ensuring that norms and standards of democratic governance, fundamental rights, and the rule of law are respected. In this regard, the Speakers welcome the 2021 Rule of Law Report and the fact that the European Commission, in drawing it up, paid special attention to the indispensable role of parliaments in overseeing measures to curb the spread of the pandemic.² They also welcome the Report by the Council of Europe Commission for Democracy Through Law (Venice Commission) on the measures taken in the EU member states as a result of the COVID-19 crisis and their impact on democracy, the rule of law and fundamental rights, which explicitly highlights the indispensable role of parliaments in managing emergency situations. The Speakers are certain that the findings of both reports will help to provide the necessary know-how for strengthening the resilience of parliaments and their preparedness for future emergencies.
10. The Speakers emphasise that in order to ensure the uninterrupted functioning of key public authorities and the integrity of democratic processes, it is paramount that countries prepare for emergency situations by establishing appropriate legal frameworks and policies. Given that, in the wake of the COVID-19 pandemic, member states responded with a variety of legal and institutional approaches, in line with their constitutional arrangements, – whether by declaring a state of emergency, adopting special emergency regimes, or amending ordinary legislation – the Speakers stress that these approaches must always follow the fundamental postulates of the rule of law. The Speakers believe that the COVID-19 pandemic represents a unique opportunity for parliaments to work with the executive to rethink and shake up existing legal bases and institutional arrangements for managing emergency situations in a way that strengthens the system of checks and balances, ensures fundamental rights are effectively protected, and enables parliaments to carry out their constitutional mandate without interruptions.

² The Hungarian National Assembly expresses its reservation concerning this statement, as it believes the European Commission Rule of Law Report cannot be considered as a generally accepted instrument within the EU.

11. The Speakers emphasise that in emergency situations, when the executive exercises extraordinary emergency powers and is sometimes given select legislative powers, parliamentary oversight is key to ensuring accountable and democratic governance. The Speakers believe that in these situations, parliaments should be given at least the power to decide when to declare, prolong, and terminate a state of emergency; the possibility to supervise the exercise of emergency powers of the executive, as well as the possibility to effectively oversee emergency measures with far-reaching financial implications and a restrictive effect on fundamental rights. The Speakers emphasise that, given the extraordinary nature of emergency situations, the need for swift decision-making should not be abused to unjustifiably and disproportionately strengthen the power of the executive at the expense of parliaments, as this would run counter to the principle of the separation of powers.
12. The Speakers are aware that in emergencies, such as the COVID-19 pandemic, extraordinary measures may be required. These must be temporary, proportionate and limited to the extent necessary for the protection of the population. At the same time, even in emergency situations, the actions of national authorities must always be based on the established standards and principles of legality, necessity, proportionality, and non-discrimination of restrictive interventions in fundamental rights, which is why the Speakers emphasise the importance of fully implementing the legislative and oversight functions of parliaments, aimed at establishing whether the executive's emergency measures are compliant with the state's human rights obligations. Taking into account the time pressure factor in emergency situations, the Speakers point out that political parliamentary oversight can be even more effective in practice than judicial protection, as it can have immediate effects on remedying measures that violate human rights.
13. The Speakers emphasise that the effectiveness of emergency politics is conditional on the public confidence in the authorities' actions. The uninterrupted exercise of the representative role of parliaments ensures that the adopted measures and policies and the allocated public funds reflect the real needs of the entire population. The Speakers therefore emphasise that effective leadership in emergency situations necessarily involves dialogue with the widest possible range of stakeholders, with parliaments remaining the central forum for debate. The Speakers commend the work of numerous parliaments that significantly contributed to improving the various government measures proposed during the COVID-19 pandemic, in particular those aimed at preventing severe economic and social consequences, especially when it came to ensuring those measures reach the most vulnerable segments of the population.
14. The actual operational capacity of parliaments is a basic precondition for the exercise of their constitutional functions. Although the COVID-19 pandemic caught most parliaments unprepared, the Speakers welcome the fact that parliaments in Europe have shown a tremendous amount of commitment and innovation in adapting their work, allowing them to continue to work even in exceptional circumstances. The Speakers emphasise that by digitalising parliamentary activities, variously adapting parliamentary sittings and decision-making procedures, establishing special working bodies to deal with and oversee emergency measures, developing new mechanisms for public participation in parliamentary procedures, and taking other related measures, the parliaments had invaluablely contributed to a more transparent, inclusive, and democratic management of the pandemic crisis. The Speakers also take note of the forward-driven developments in using digital technology in interparliamentary cooperation and welcome the on-going joint work on finding the most secure ways of videoconferencing, which, however, cannot replace the benefits of personal meetings in parliamentary diplomacy. In the interests of better preparedness for similar situations in the future, the Speakers believe that parliaments should continue to share good practices and experiences of working during the pandemic and learn from each other's

successes and failures in emergency situations. The Speakers explicitly emphasise that strengthening the resilience of parliaments simultaneously strengthens general resilience to future crises.

II. European Union as the Guarantor of Stability, Security and Prosperity in the Region (and Beyond)

15. The Speakers note that the Russian Federation's war against Ukraine represents a sobering moment, that peace and security on the European continent and in the European Union are not self-evident, and that the crisis is leading to profound changes in the European security architecture, requiring the Union to respond and rapidly adapt. Russia's unprovoked use of force in the Union's immediate Eastern Neighbourhood has confirmed the close interconnectedness of the EU's internal and external security dimensions; therefore, the Speakers highlight the importance of the adoption of the Strategic Compass, which reflects the changing security environment in Europe and around the globe. The Speakers are convinced that member states must strengthen security and defence cooperation, including with its transatlantic partners, and must work towards a strong and enhanced Common Foreign and Security Policy, and that the European Union must complement its soft power in external action by reinforcing its hard power capabilities, including military and civilian crisis management capacities and spending. The Speakers emphasise that security, stability and democracy in the Union and in the region are also threatened by foreign propaganda and disinformation, calling on the European institutions to step up their efforts to strengthen and coordinate the fight against disinformation, as reliable and independent information and media represent key drivers of democracy. Aware of the incomparable challenges posed by the global consequences of the COVID-19 pandemic and the Russian military aggression in Ukraine, the Speakers emphasise the need to strengthen the European Union's strategic autonomy in all key areas, allowing the EU to respond to challenges effectively and efficiently, in cooperation with partners when needed, yet independently of third parties.
16. The Speakers agree that efforts to make the EU even more ambitious in its neighbourhood are more important today than ever. Building on the fundamental values of democracy, the respect for human rights, the rule of law, and mutual trust, the Union has created an area of unprecedented freedom, security and prosperity over its more than seven-decade-long history. The Speakers therefore believe that the European Union must further strengthen its role in its neighbourhood and the region at large, with strong and united support from the European institutions and member states for aspiring countries to join the Union being more important than ever and the EU's enlargement policy being a key policy for promoting peace, stability and prosperity on the European continent.
17. Given the fact that EU enlargement to the Western Balkans is in the geostrategic, political, security and economic interests of both the region and the EU and must therefore be a priority of the EU and Western Balkans agenda, the Speakers express support for the Brdo Declaration adopted in October 2021, in which the European Council explicitly reaffirmed the EU's commitment to the enlargement process based on credible reforms by partners, fair and rigorous conditionality and the principle of own merits. Welcoming the discussion on making sure countries in the Eastern Neighbourhood can have a credible European perspective, the Speakers emphasise the need to take into account the reform progress made by the Western Balkan partners in recent years as part of the EU accession process, as stated in the European Commission's Enlargement Package presented in October 2021. The Speakers are

convinced that the progress made by the candidates and potential candidates must be reflected in their actual progress towards EU membership. The Speakers therefore call on the European institutions and the EU heads of state to work towards a clear roadmap for granting EU membership to Western Balkans partners, taking into account the progress made in implementing key reforms and meeting the necessary conditions. The Speakers welcome the commitment to maintaining regular dialogue with Western Balkans parliaments shown by national parliaments and the European Parliament, as it also provides additional political support to the European enlargement process.

18. The Speakers emphasise that accelerating the EU's integration processes and enlargement policy to the Western Balkans, on the basis of transformation and enhanced commitment by the Western Balkans partners to the EU values and principles, is all the more important in the light of the current Ukrainian crisis and preventing the influence of third actors in the region. Establishing the EU as the main player and partner in the Western Balkans is key to the stability, security and prosperity of the region itself and of the European Union as a whole. In view of the worrying security situation and the vulnerable stability of the region, the Speakers emphasise the importance of enhancing the Western Balkans partners' cooperation in the field of the Common Foreign and Security Policy and their rapid progress in fully coordinating positions and actions with EU foreign policy. The Speakers welcome the pledge of five Western Balkans partners to fully align with the EU sanction policy towards the Russian Federation. The Speakers further point out that the stability of the region also depends on strengthening its economic position and therefore welcome the establishment of the Instrument for Pre-Accession Assistance (IPA III), which will contribute to the implementation of key priorities of the Economic and Investment Plan for the Western Balkans. The Speakers emphasise the need to pay closer attention to young people, especially by promoting within the framework of existing instruments better employment opportunities and quality jobs that will motivate young people to live and work in the region and thereby prevent brain drain.
19. The Speakers agree that – in light of the changing geopolitical context – more ambitious EU action, both east and south of its borders, is key to guaranteeing security, stability, and peace on the European continent. Highlighting the achievements of the Eastern Partnership as the eastern dimension of the European Neighbourhood Policy, the Speakers welcome the new EU cooperation agenda with partner countries called “Recovery, Resilience and Reform: Post-2020 Eastern Partnership Priorities”, endorsed by the Eastern Partnership Summit in December 2021. The Eastern Partnership must remain a priority, with the EU living up to its commitments to partner countries. In the light of the Ukrainian crisis, the Speakers express their unwavering support for the sovereignty, independence, and territorial integrity of all Eastern Partnership countries and welcome the partner countries' decisions regarding their own European perspective – also noting applications for EU membership by Moldova and Georgia – and their efforts to deepen and strengthen relations with the EU. Like any other country, they are the only ones who can decide on their future, foreign policy orientations, and international partnerships. The Speakers agree that the nature of the EU's relationship and cooperation with Eastern Partnership countries must be based on tailored approaches and incentives for countries that are most successful in implementing reforms, with the aim of building a strong and resilient Eastern Neighbourhood.
20. The Speakers are convinced that the Russian aggression in Ukraine promises to strongly influence the already strained relations between the European Union and both the Russian Federation and Belarus. The Speakers support the decision of the European Union, Iceland, and Norway to suspend all activities with the Russian Federation and Belarus within the Northern Dimension owing to the gross violation of

the fundamental principles underpinning this policy framework. Only a democratic Russian Federation and Belarus, which show respect for the rule of law and human rights, can contribute to stability and peace on the European continent, which is why the Speakers support the efforts of the European institutions and EU member states to strengthen contacts with civil society and democratic forces in both countries with the aim of promoting freedom and democratic standards and values.

21. The Speakers are convinced that a strong European Neighbourhood Policy in the EU's Southern Neighbourhood is key to addressing the governance, security, economic, social and environmental challenges in the Mediterranean, including in North Africa and the Middle East. These can only be addressed through close regional cooperation, which is why the Speakers welcome the New Agenda for the Mediterranean, as it significantly contributes to realising the untapped potential of cooperation and promoting long-term recovery and sustainable development in the region. They call for revitalising the activities of the Parliamentary Assembly of the Union for the Mediterranean, aware that interparliamentary dialogue can make a major contribution to democratic institution-building. At the same time, the Speakers emphasise the importance of working with all African partners, welcoming the Joint Vision for a Renewed Partnership agreed at the recent 6th EU-African Union Summit.
22. With regard to the Mediterranean region, the Speakers also emphasise the importance of European relations with Turkey, a candidate country and a key partner. They point out that cooperative and mutually beneficial relations with Turkey are of strategic importance, as they can significantly contribute to a stable Eastern Mediterranean and to the strengthening of the resilience of the EU's neighbourhood in the region. They express the desire for improved cooperation between the EU and Turkey in a gradual, proportionate, and reversible manner in various areas of common interest – subject to the established conditionalities set out in European Council conclusions – should the de-escalated situation in the Eastern Mediterranean persist and Turkey demonstrates its commitment to international law, the rule of law, human rights, good neighbourly relations and existing agreements. The Speakers acknowledge that Turkey has undertaken significant efforts in hosting almost 4 million refugees and migrants and reaffirm that the EU continues to support Turkey in this endeavour and to deliver on its respective commitments. The Speakers also welcome Turkey's ratification of the Paris Climate Agreement and its commitment to reach climate neutrality until 2053.

IPEX (Interparliamentary EU Information Exchange)

23. The Speakers welcome the Conclusions on IPEX, adopted at the Meeting of the Secretaries General of European Union Parliaments in Ljubljana on 24 January 2022.
24. The Speakers thank the German Bundestag and Bundesrat for their work during the year of their Chairmanship of the IPEX Board, in particular for their efforts to launch the new version of the IPEX website, to ensure the implementation of the Rolling Work Programme (2021–2023) and to deepen the exchange between IPEX and the Scientific Community.
25. The Speakers would also like to thank the outgoing German Chairmanship of the IPEX Board for hosting the annual meeting of IPEX Correspondents, the Belgian Senate for its continuous availability to formally employ the IPEX Information Officer and the European Parliament for providing the financial and human resources for the development of the new website.

26. The Speakers note with satisfaction the launch of the new IPEX website and welcome its new sections, in particular the section on the Democracy Support Network, and thus encourage the IPEX Correspondents to upload timely and reliable information on the platform.
27. The Speakers encourage the IPEX Correspondents to upload to IPEX all the resolutions that EU parliaments adopted in relation to the war in the Ukraine, and suggest the Board discover the possibilities of accommodating these documents on the new IPEX website.
28. The Speakers look forward to the analysis of IPEX users and call on EU Parliaments to consider hosting the third IPEX Users Conference.
29. The Speakers welcome the initiative of the German Chairmanship to establish a new informal discussion format within the network (“IPEX Now”) and encourage future IPEX Board Chairs to continue to use digital formats.
30. The Speakers call on the Slovenian Chairmanship of the IPEX Board to continue the implementation of the Rolling Work Programme (2021–2023), the further development of the new website as well as to start the revision process of the current IPEX Guidelines, adopted in Rome in March 2015, focusing on the changes resulting from the new website.

Annexe 2: Réunion des secrétaires généraux des parlements de l'Union européenne

Ljubljana (vidéoconférence), 24 janvier 2022

Rapport de synthèse**1. Ouverture de la réunion**

Mme Uršula Zore Tavčar, Secrétaire générale de l'Assemblée nationale slovène, prononce une brève allocution de bienvenue qui est suivie de la projection d'une vidéo sur les activités organisées dans le cadre de la dimension parlementaire de la présidence slovène.

Mme Tina Heferle, vice-présidente de l'Assemblée nationale slovène, souhaite la bienvenue aux secrétaires généraux. L'intervenante indique qu'elle espère que la réunion des présidents prévue en mars pourra se dérouler en présentiel. Elle explique que malgré l'impact important du COVID-19 sur la coopération interparlementaire, la présidence slovène a accompli ses missions et réalisé les objectifs qu'elle s'était fixés. L'intervenante soutient la proposition allemande visant à développer un système européen de vidéoconférence. Elle souligne également le rôle des jeunes et l'importance des Balkans occidentaux pour l'UE.

M. Alojz Kovšca, président du Conseil national slovène, partage cet avis. Il estime également que si le COVID-19 a posé des défis aux parlements nationaux, il a également fourni des opportunités d'amélioration du travail parlementaire. En ce qui concerne les jeunes, l'intervenant considère qu'il faut investir beaucoup plus dans leur formation afin qu'ils comprennent mieux le fonctionnement des institutions publiques; ils devraient également se familiariser avec les procédures parlementaires.

La proposition d'ordre du jour est adoptée à l'unanimité sans modifications.

2. Session I: Présentation du projet de programme de la Conférence des Présidents des Parlements de l'UE (CPPUE)

Mme Uršula Zore Tavčar, secrétaire générale de l'Assemblée nationale slovène, présente ensuite le programme de la prochaine CPPUE, qui se tiendra les 28 et 29 mars 2022 à Brdo pri Kranju.

Les points suivants figurent dans le projet d'ordre du jour:

Bijlage 2: Vergadering van de secretarissen-generaal van de parlementen van de Europese Unie

Ljubljana (videoconferentie), 24 januari 2022

Beknopt verslag**1. Opening van de vergadering**

Na een kort welkomstwoord door mevrouw Uršula Zore Tavčar, secretaris-generaal van de Nationale Assemblée van Slovenië, wordt een video getoond over de activiteiten die georganiseerd werden tijdens de parlementaire dimensie van het Sloveense voorzitterschap.

De ondervoorzitster van de Sloveense Nationale Assemblée, mevrouw Tina Heferle, heet de secretarissen-generaal welkom op deze videoconferentie en hoopt dat de vergadering van de voorzitters in maart fysiek zal kunnen doorgaan. Hoewel COVID-19 een grote impact gehad heeft op de interparlementaire samenwerking, stelt zij dat het Sloveense voorzitterschap zijn taken gerealiseerd heeft en de vooropgestelde doelen bereikt heeft. Ze steunt het Duitse voorstel om een Europees systeem voor videoconferentie uit te werken. Daarnaast staat ze nog stil bij de rol van de jongeren en het belang van de Westelijke Balkan voor de EU.

De heer Alojz Kovšca, voorzitter van de Sloveense Nationale Raad, beaamt dit. Hij meent ook dat COVID-19 de nationale parlementen niet alleen voor uitdagingen gesteld heeft, maar ook dat er kansen aangereikt werden om het parlementaire werk te verbeteren. Wat de jongeren betreft, stelt hij dat veel meer geïnvesteerd moet worden in vorming opdat zij beter de werking van overheidsinstellingen zouden begrijpen; ze zouden ook de parlementaire procedures beter moeten leren kennen.

Het voorstel van agenda wordt unaniem en zonder wijzigingen aangenomen.

2. Sessie I: Voorstelling van het voorstel van programma van de Conferentie van de voorzitters van de Parlementen van de EU (EUSC)

Mevrouw Uršula Zore Tavčar, secretaris-generaal van de Sloveense Nationale Assemblée, geeft vervolgens een voorstelling van het programma van de volgende EUSC, die plaatsvindt op 28 en 29 maart 2022 in Brdo pri Kranju.

Volgende punten staan op de ontwerpagenda:

– le rôle des parlements dans les politiques d'urgence – renforcer la résilience pour une gouvernance démocratique;

– l'Union européenne, garante de la stabilité, de la sécurité et de la prospérité dans la région (et au-delà).

Un exposé sera consacré à chacun de ces thèmes par plusieurs présidents de parlement; un débat sera ensuite organisé.

Le lundi 28 mars 2022, un dîner sera offert en soirée au château de Ljubljana.

Le mardi 29 mars 2022, les travaux s'achèveront par la discussion et l'adoption des conclusions de la réunion. Les conclusions sont traditionnellement transmises plusieurs semaines avant la CPPUE afin que d'éventuels amendements puissent déjà être présentés. La présidence de la CPPUE s'efforcera ensuite d'élaborer un texte consensuel.

À l'issue de la présentation, plusieurs intervenants prennent la parole pour soutenir la proposition et, dans certains cas, pour suggérer que le président de leur parlement introduise le débat en tant qu'intervenant principal. Le président de la Chambre des représentants italienne souhaite être l'un des intervenants principaux pour ce qui est du premier thème. Le président du Conseil national autrichien formule la même demande pour le second thème, compte tenu notamment de l'intérêt que l'Autriche porte aux Balkans occidentaux. Le président du Parlement suédois souhaite également intervenir sur le second thème.

Il est ensuite demandé d'organiser les débats en prévoyant, d'une part, des réunions plénières et, d'autre part, des tables rondes permettant un échange de vues plus dynamique. L'égalité des genres pourrait être prise en compte dans la composition de celles-ci.

3. Session II: Informations sur les activités d'IPEX

M. Lorenz Müller, secrétaire général du *Bundestag* allemand, explique que l'année 2021 a été importante pour IPEX: un nouveau programme de travail a été adopté et le site web remanié a été mis en ligne en juillet 2021. Lors de la réunion des correspondants IPEX, qui s'est tenue en vidéoconférence, un échange de vues avec des scientifiques a également été organisé. Cet échange s'est révélé très instructif, mais ce groupe ne représente qu'une partie des utilisateurs. Il importe que les prochaines présidences d'IPEX s'intéressent également à d'autres groupes d'utilisateurs.

— de rol van parlementen in noodbeleid – veerkracht opbouwen voor democratisch bestuur;

— de Europese Unie als garantie voor stabiliteit, veiligheid en welvaart in de regio (en daarbuiten).

Telkens zullen een aantal parlementsvoorzitters een uiteenzetting geven, gevolgd door een debat.

Op maandagavond 28 maart 2022 wordt een diner aangeboden in het kasteel van Ljubljana.

Op dinsdag 29 maart 2022 worden de werkzaamheden afgesloten met de bespreking en goedkeuring van de conclusies van de vergadering. Gewoonlijk worden de conclusies een aantal weken voor de EUSC doorgestuurd, zodat eventuele amendementen reeds kunnen worden ingezonden. Het voorzitterschap van de EUSC zal dan proberen een consensuele tekst op te stellen.

Na deze voorstelling nemen verschillende sprekers het woord, die zich achter het voorstel scharen en in bepaalde gevallen voorstellen dat de voorzitter van hun parlement als *key note speaker* het debat zou inleiden. De voorzitter van de Italiaanse Kamer van volksvertegenwoordigers wil één van de *key note speakers* zijn in het eerste thema. De voorzitter van de Oostenrijkse Nationale Raad wil *key note speaker* zijn voor het tweede thema, zeker in het licht van de belangstelling van Oostenrijk voor de Westelijke Balkan. Ook de voorzitter van het Zweedse Parlement wenst ook over het tweede thema het woord te nemen.

Voorts is er het verzoek om de debatten te organiseren met enerzijds plenaire vergaderingen en anderzijds rondetafels die een meer dynamische gedachtewisseling mogelijk maken. Bij de samenstelling zou men rekening kunnen houden met gendergelijkheid.

3. Sessie II: Informatie over de werkzaamheden van IPEX

De heer Lorenz Müller, secretaris-generaal van de Duitse *Bundestag*, wijst erop dat 2021 een belangrijk jaar was voor IPEX: een nieuw werkprogramma werd goedgekeurd en de vernieuwde website werd in juli 2021 gelanceerd. Tijdens de vergadering van de IPEX-correspondenten, die als videoconferentie plaatsvond, werd ook een gedachtewisseling met wetenschappers georganiseerd; deze bleek heel leerrijk, maar die groep vormt slechts één groep gebruikers. Het is belangrijk dat de volgende voorzitterschappen van IPEX zich ook voor andere gebruikersgroepen interesseren.

La présidence allemande aurait également souhaité revoir les lignes directrices d'IPEX et les mettre en conformité avec la nouvelle version du site web, mais elle n'a pas pu terminer ce travail. M. Müller demande donc au Parlement slovène, qui assurera la présidence après la conférence des présidents des parlements de l'Union européenne, de poursuivre ce travail.

Mme Uršula Zore Tavčar, secrétaire générale de l'Assemblée nationale de Slovénie, confirme que le Parlement slovène poursuivra la révision des lignes directrices et espère que des réunions en présence physique pourront être organisées à cette fin.

Mme Tavčar demande si d'autres parlements souhaitent rejoindre le Conseil d'IPEX, mais sa question reste sans réponse. Cela pourra encore être confirmé par e-mail après la réunion.

Le rapport annuel 2021 et la proposition de conclusions relatives à IPEX n'ayant fait l'objet d'aucune observation, ils sont approuvés sans modification.

4. Session III: L'héritage du COVID-19: perspectives d'avenir pour le travail et la coopération (inter) parlementaires

Comme les années précédentes, la réunion des secrétaires généraux est mise à profit pour procéder à des échanges d'expériences et de bonnes pratiques. Un premier débat porte sur les conséquences du COVID-19 sur les travaux parlementaires et la coopération interparlementaire.

Trois orateurs principaux – le chef du service informatique du Parlement slovène et les secrétaires généraux du Parlement européen et du *Bundestag* allemand – font un exposé.

Le chef du service informatique du Parlement slovène évoque les changements réglementaires nécessaires à l'organisation des activités parlementaires, tant pour les votes et les réunions à distance que pour le télétravail. Il explique qu'il a également fallu investir dans des équipements et dans une sécurisation informatiques supplémentaires.

M. Lorenz Müller, secrétaire général du *Bundestag* allemand, souligne les avantages de la vidéoconférence (moins de frais de déplacement et moins d'impact sur l'environnement). Les inconvénients sont les limitations des réunions dans le temps, l'impossibilité de procéder à des échanges de vues informels, la fiabilité des données et les obstacles techniques. Cependant, même après la pandémie, les réunions à distance continueront à jouer un rôle important. Le président du *Bundestag* allemand a

Het Duitse voorzitterschap had graag ook de IPEX-richtlijnen herzien en in lijn gebracht met de vernieuwde website, maar heeft dit werk niet kunnen afwerken. De heer Müller vraagt dus aan het Sloveense Parlement, dat het voorzitterschap na de Conferentie van de voorzitters van de EU-Parlementen zal overnemen, om dit werk verder te zetten.

Mevrouw Uršula Zore Tavčar, secretaris-generaal van de Nationale Assemblée van Slovenië, bevestigt dat het Sloveense Parlement de herziening van de richtlijnen zal verderzetten en hoopt dat daartoe fysieke vergaderingen zullen kunnen worden georganiseerd.

Op haar vraag of er andere parlementen zich bij de IPEX *Board* wensen te voegen, komt geen reactie. Dit kan nog na de vergadering via mail bevestigd worden.

Aangezien er geen reacties zijn op het jaarverslag 2021 en het voorstel van conclusies over IPEX, worden deze ongewijzigd aangenomen.

4. Sessie III: De erfenis van COVID-19: toekomstperspectieven voor (inter)parlementaire werk en samenwerking

Net zoals de voorbije jaren wordt de vergadering van secretarissen-generaal aangegrepen als een moment waarop de secretarissen-generaal ervaringen en "*best practices*" met elkaar uitwisselen. Een eerste debat gaat over de gevolgen van COVID-19 voor de parlementaire werkzaamheden en de interparlementaire samenwerking.

Drie *key note* speakers, namelijk het hoofd van de IT-desk van het Sloveense Parlement en de secretarissen-generaal van het Europees Parlement en de Duitse *Bundestag*, geven een uiteenzetting.

Het hoofd van de IT-desk van het Sloveense Parlement vermeldt de reglementaire wijzigingen die nodig waren om de parlementaire activiteiten te organiseren, zowel voor het stemmen en vergaderen op afstand, als voor telewerk. Tevens moest er geïnvesteerd worden in extra IT-infrastructuur en beveiliging.

De heer Lorenz Müller, secretaris-generaal van de Duitse *Bundestag*, wijst op de voordelen van videoconferenties (minder verplaatsingskosten en minder belastend voor het leefmilieu). De nadelen zijn de beperkingen van vergaderen in de tijd, de onmogelijkheid van een informele gedachtewisseling, de betrouwbaarheid van data en de technische obstakels. Niettemin zal ook na de pandemie het vergaderen op afstand een belangrijke rol blijven spelen. De voorzitter van de Duitse *Bundestag*

proposé de créer une plateforme européenne de vidéoconférence pour renforcer la coopération parlementaire. Une plateforme parlementaire européenne commune permettrait en effet de renforcer la coopération avec les institutions européennes. Le Parlement européen a soutenu cette proposition. Un groupe de travail composé d'experts pourrait se pencher sur ce projet sous la coordination du Parlement européen. Tant que la pandémie ne sera pas terminée, il conviendra de disposer d'un canal d'échange d'informations efficace.

M. Klaus Welle, secrétaire général du Parlement européen, présente un aperçu des mesures de sécurité prises pour protéger les membres, le personnel et les visiteurs du Parlement européen. Le système *Interactio* permet d'organiser des réunions à distance sans heurts dans les 24 langues officielles de l'Union européenne. Pendant la pandémie, le Parlement européen a par ailleurs fait preuve d'une grande solidarité. Des locaux ont notamment été mis à la disposition de groupes vulnérables (femmes victimes de violences familiales). Les chauffeurs ont été mis à la disposition d'un hôpital local. Et les services de restauration du Parlement ont préparé des repas pour des personnes défavorisées en concertation avec des organisations sociales et humanitaires.

M. Welle fait observer que le télétravail est là pour durer. Le droit de télétravailler un à deux jours par semaine est instauré (avec possibilité de passer à 3 jours). Bientôt, 60 % des bureaux devront répondre aux nouveaux besoins et règles de manière à pouvoir être partagés. Outre les rencontres physiques qui restent indispensables pour consolider les liens, de nouvelles possibilités s'ouvrent à nous, comme la concertation entre rapporteurs du PE sous forme hybride. *Interactio* facilite les services d'interprétation dans différentes langues. La fiabilité des données reste importante.

M. Welle appelle à composer le groupe de travail d'experts évoqué par M. Müller.

Lors du débat qui a suivi, les secrétaires généraux ont échangé leurs pratiques. Celles-ci peuvent être résumées comme suit:

— Les possibilités virtuelles ne peuvent être utilisées tous les jours. Les réunions virtuelles doivent soutenir les réunions physiques. Il faut également se pencher sur les risques, notamment la sécurité des données à caractère personnel (Finlande et Suède);

— Le 18 novembre 2021, un parlementaire estonien a saisi le Cour suprême, qui a conclu à l'absence de fondement pour tenir des séances à distance. Depuis

heeft voorgesteld om een Europees platform van videoconferenties op te richten, om aldus de parlementaire samenwerking te versterken. Een gemeenschappelijk Europees parlementair platform zou de samenwerking met de Europese instellingen kunnen versterken. Het Europees Parlement heeft dit voorstel ondersteund. Een experten-werkgroep kan zich buigen over dit project onder coördinatie van het Europees Parlement. Zolang de pandemie voortduurt, is er behoefte aan een efficiënt informatie-uitwisselingskanaal.

De heer Klaus Welle, secretaris-generaal van het Europees Parlement, geeft een overzicht van de veiligheidsmaatregelen die zijn genomen ter bescherming van de leden, het personeel en de bezoekers van het Europees Parlement. Het *Interactio*-systeem laat vlotte vergaderingen op afstand toe in de 24 officiële talen van de EU. Bovendien heeft het Europees Parlement tijdens de pandemie blijk gegeven van een grote solidariteit. Lokalen werden aan kwetsbare groepen aangeboden (vrouwen die slachtoffer zijn van familiaal geweld). De chauffeurs werden aan een lokaal hospitaal ter beschikking gesteld. De cateringdiensten van het Parlement hebben maaltijden voor behoeftigen klaargemaakt via sociale en humanitaire organisaties.

De heer Welle merkt op dat telewerk een blijver is. Het recht om 1 tot 2 dagen per week te telewerken wordt ingevoerd (met eventuele uitbreiding tot 3 dagen). 60 % van de burelen zullen binnenkort aan de nieuwe regels en behoeften beantwoorden, waardoor ze onderling kunnen gedeeld worden. Naast fysieke ontmoetingen die nodig blijven om de banden te versterken, zijn er nieuwe mogelijkheden, zoals overleg tussen de EP-rapporteurs in hybride vorm. *Interactio* faciliteert de tolkdiensten in verschillende talen. De betrouwbaarheid van de gegevens blijft belangrijk.

De heer Welle roept op tot de samenstelling van de werkgroep van experten, waarnaar de heer Müller heeft verwezen.

Tijdens het debat dat hierop volgt, wisselen de secretarissen-generaal praktijkervaringen uit, die als volgt kunnen worden samengevat:

— De virtuele mogelijkheden mogen niet alle dagen worden ingezet. Virtuele vergaderingen moeten de fysieke vergaderingen ondersteunen. Men moet zich ook buigen over de risico's, namelijk de veiligheid van persoonsgegevens (Finland en Zweden);

— Op 18 november 2021 heeft een Ests parlamentslid het hooggerechtshof gevat dat geconcludeerd heeft dat er geen basis was om op afstand zittingen te houden.

cet arrêt, les réunions sont en permanence physiques (Estonie);

— Les réunions à distance se heurtent à des limites. La continuité des travaux a été garantie grâce aux possibilités technologiques. Les relations interparlementaires se sont poursuivies virtuellement. Un travail de qualité est toutefois impossible sans contact personnel (Slovaquie);

— Le *Riksdag* suédois souligne également l'importance des réunions physiques pour un travail qualitatif. La qualité du débat a pâti des réunions virtuelles. Les contacts avec les membres et la société civile ont de ce fait perdu de leur dynamisme;

— Le secrétaire général de la Chambre italienne explique comment, dans le cadre de l'élection d'un nouveau président, le vote secret des députés et des délégués des vingt régions est organisé à distance à l'aide des nouvelles technologies.

5. Session IV: Année européenne de la Jeunesse 2022: activités parlementaires pour la formation, l'engagement et la sensibilisation (pour les enfants et les jeunes)

Mme Uršula Zore Tav ar, secrétaire générale de l'Assemblée nationale de Slovénie, passe en revue les activités du Parlement slovène destinées aux enfants et aux jeunes. Un programme provisoirement intitulé "Citoyenneté active" a été élaboré et est articulé autour de différents thèmes, tels que la séparation des pouvoirs, la démocratie et le travail du Parlement. Le Parlement peut être visité sur réservation, en présence ou non d'un parlementaire. Des formations sont également prévues à destination des enseignants.

Le Conseil national slovène a publié un livre pour enfants ("Le tigre sans dents") et organise également diverses activités pour les enfants.

M. Harald Dossi, secrétaire général du Parlement autrichien, donne ensuite un aperçu des activités organisées dans son parlement pour les enfants et les jeunes. L'objectif est de faire participer les jeunes autant que faire se peut aux activités parlementaires. Depuis 2017, le Parlement autrichien dispose ainsi d'une chaîne de télévision spécifiquement destinée aux jeunes, dont l'objectif est d'améliorer la compréhension du système parlementaire. Divers ateliers interactifs guident les jeunes et les enfants à travers les valeurs essentielles de la démocratie dans un système parlementaire.

Sinds dit arrest worden permanent fysieke vergaderingen georganiseerd (Estland);

— De vergaderingen op afstand botsen op een aantal limieten. De continuïteit van de werkzaamheden werd dankzij de technologische mogelijkheden gegarandeerd. De interparlementaire relaties werden virtueel verdergezet. Kwalitatief werk is echter onmogelijk zonder persoonlijk contact (Slovakije);

— Ook de Zweedse *Riksdag* beklemtoont het belang van fysieke vergaderingen voor kwalitatief werk. De kwaliteit van het debat heeft geleden onder de virtuele vergaderingen. De contacten met de leden en het middenveld waren hierdoor minder dynamisch;

— De secretaris-generaal van de Italiaanse Kamer legt uit hoe voor de parlementsleden en de afgevaardigden van de twintig regio's met behulp van de nieuwe technologie de geheime stemming voor een nieuwe president op afstand wordt georganiseerd.

5. Sessie IV: Europees jaar voor de Jeugd 2022: parlementaire activiteiten voor opleiding, engagement en sensibilisering (voor kinderen en jongeren)

Mevrouw Uršula Zore Tav ar, secretaris-generaal van de Nationale Assemblée van Slovenië, overloopt de activiteiten van het Sloveense Parlement voor de kinderen en de jongeren. Er werd een programma uitgewerkt, met als voorlopige titel "Actief burgerschap", waarbij verschillende thema's, zoals de scheiding der machten, de democratie en het werk van het parlement, aan bod komen. Men kan bezoeken reserveren in het Parlement, al dan niet in aanwezigheid van een parlements lid. Daarnaast wordt ook in opleidingen voorzien voor de leerkrachten.

De Sloveense Nationale Raad heeft een kinderboek ("De tijger zonder tanden") uitgebracht en organiseert ook verschillende activiteiten voor kinderen.

Vervolgens geeft de heer Harald Dossi, secretaris-generaal van het Oostenrijkse Parlement, een overzicht van de activiteiten voor kinderen en jongeren in zijn parlement. Daarbij wordt ernaar gestreefd om de jongeren zoveel als mogelijk te betrekken bij de parlementaire activiteiten. Zo heeft het Oostenrijks Parlement sinds 2017 een afzonderlijk televisiekanaal voor jongeren. Dat heeft tot doel het begrip van het parlementair systeem te verbeteren. Verschillende interactieve workshops leiden de jongeren en kinderen doorheen de essentiële waarden van de democratie in een parlementair systeem.

Pour autant, le Parlement autrichien ne se limite pas à “ses” jeunes puisqu’il organise également des ateliers sur la démocratie dans les Balkans occidentaux (par exemple, dans le cadre de projets de jumelage avec le Monténégro et l’Albanie). M. Dossi est d’ailleurs convaincu que les ateliers en ligne peuvent certainement contribuer à accroître l’intérêt de participer à la démocratie. Les ateliers font donc réellement office de matériel de sensibilisation.

Au cours du débat, M. Morávek (Chambre tchèque) et M. Nehmelman (Première Chambre néerlandaise), Mmes Kaczmarek (*Diète polonaise ou Sejm*), Paavola (Parlement finlandais) et Retter (*Bundesrat allemand*) ont survolé les activités organisées par leur assemblée à l’intention des enfants et des jeunes.

La République tchèque a principalement misé sur les activités en ligne durant la pandémie (visites collectives ou individuelles, site web dédié à la formation, chaîne YouTube, espaces de discussion).

Au Parlement des Pays-Bas, l’accent est mis sur la citoyenneté et la démocratie. On estime que les jeunes doivent pouvoir participer très tôt au processus démocratique. L’initiative de la troisième Chambre (*De Derde Kamer*) a par exemple été lancée pour permettre aux enfants de dix et onze ans d’apprendre à débattre et pour établir les bases d’une future participation active.

La Pologne se concentre sur trois piliers: l’histoire (200 ans de Constitution), la coopération avec le Parlement (pour les enfants comme pour les adultes) et l’éducation citoyenne (destinée aux adolescents de treize à dix-sept ans et concernant le rôle et les missions du Parlement). En outre, diverses activités sont organisées à propos de la (cyber)sécurité et des addictions (notamment au web), dont certaines pour des publics spécifiques comme les jeunes atteints d’un handicap.

Au Parlement finlandais, un collaborateur avec un profil pédagogique a récemment été recruté pour prendre en charge la formation relative à la démocratie.

Le *Bundesrat* allemand considère également la jeunesse comme un groupe cible prioritaire. En raison de la pandémie, des séminaires virtuels ont été organisés pour les écoles.

6. Session V: Présentation de la dimension parlementaire de la présidence française du Conseil de l’Union européenne

M. Éric Tavernier, secrétaire général du Sénat français, explique comment la présidence française concentrera

Het Oostenrijks Parlement beperkt zich echter niet tot de “eigen” jeugd; het zet ook workshops over democratie op in de Westelijke Balkan (onder meer tijdens twinning-projecten met Montenegro en Albanië). De heer Dossi is er trouwens van overtuigd dat online workshops zeker kunnen bijdragen tot de interesse voor deelname aan de democratie. De workshops worden dus echt als sensibiliseringsmateriaal gebruikt.

Tijdens het debat gaven de heren Morávek (Tsjechische Kamer) en Nehmelman (Nederlandse Eerste Kamer), de dames Kaczmarek (Poolse *Sejm*), Paavola (Fins Parlement) en Retter (Duitse *Bundesrat*) een overzicht van de activiteiten die hun assemblee organiseert voor kinderen en jongeren.

In Tsjechië werd vooral ingezet op onlineactiviteiten tijdens de pandemie (klassikale of individuele bezoeken, speciale website voor opleiding, YouTube-kanaal, chatrooms).

In het Nederlandse Parlement wordt de nadruk gelegd op burgerschap en democratie; men meent dat jongeren reeds heel jong de mogelijkheid moeten krijgen om deel te nemen aan het democratische proces. Zo werd het initiatief “De Derde Kamer” op poten gezet voor kinderen van 10 en 11 jaar opdat zij zouden leren debatteren en om zo de basis te leggen van een toekomstige actieve deelname.

In Polen wordt ingezet op drie pijlers: de geschiedenis (200 jaar Grondwet), samenwerking met het Parlement (zowel voor de kinderen als voor de volwassenen) en burgereducatie (voor 13- tot 17-jarigen, over de rol en taken van het Parlement). Daarnaast worden ook allerlei andere activiteiten georganiseerd over (cyber)veiligheid en verslavingen (waaronder aan internet) en voor specifieke doelgroepen, zoals jongeren met een beperking.

In het Finse Parlement werd recent iemand met een pedagogisch profiel aangeworven die specifiek verantwoordelijk zal zijn voor opleiding inzake democratie.

Ook voor de Duitse *Bundesrat* blijft de jeugd een prioritaire doelgroep. Door de pandemie werd beslist om voor de scholen virtuele seminaries te organiseren.

6. Sessie V: Presentatie van de parlementaire dimensie van het Franse voorzitterschap van de Raad van de EU

De secretaris-generaal van de Franse Senaat, de heer Éric Tavernier, legt uit hoe het Franse voorzitterschap

principalement ses activités sur le premier trimestre en raison des élections présidentielles. Dès lors que l'Assemblée nationale a été dissoute, seul le Sénat, qui n'est pas dissout, aura davantage de liberté durant la présidence.

Le secrétaire général donne un aperçu des activités organisées dans le cadre de la dimension parlementaire de la présidence. Le lien suivant permet d'accéder à l'aperçu de ces activités:

<https://www.parlue2022.fr/assets/siteaccess/pfue/files/home/calendar/Calendrier%20de%20la%20dimension%20parlementaire%20-%20pr%C3%A9sidence%20fran%C3%A7aise%202022.pdf>

7. Observations finales

Le projet “#WeRemember” du Congrès juif mondial a été présenté au cours de la dernière CPPUE. Il a été demandé que le plus grand nombre possible de parlements nationaux s'associent à ce projet à l'occasion de la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste le 27 janvier 2022. Les parlements allemand et autrichien organiseront des activités dans le cadre de cette journée de commémoration.

ingevolge de presidentsverkiezingen hoofdzakelijk de activiteiten concentreert in het eerste trimester. Door de ontbinding van de Assemblée Nationale, zal enkel de Senaat, die niet ontbonden wordt, tijdens het voorzitterschap meer vrijheid genieten.

De secretaris-generaal geeft een overzicht van de activiteiten in het kader van de parlementaire dimensie van het voorzitterschap. Een overzicht hiervan kan men raadplegen op volgende hyperlink:

<https://www.parlue2022.fr/assets/siteaccess/pfue/files/home/calendar/Calendrier%20de%20la%20dimension%20parlementaire%20-%20pr%C3%A9sidence%20fran%C3%A7aise%202022.pdf>

7. Slotopmerkingen

Tijdens de vorige EUSC te Berlijn in 2021 werd het project “#WeRemember” van het Joods Wereldcongres voorgesteld. Er werd gevraagd dat zoveel mogelijk nationale parlementen zich hierbij zouden aansluiten ter gelegenheid van de Internationale Herdenkingsdag voor de slachtoffers van de Holocaust op 27 januari 2022. De parlementen van Duitsland en Oostenrijk organiseren in het kader van de herdenkingsdag activiteiten.